

MUNICIPAL BULLETIN MUNICIPAL

Of the CITY of MONTREAL

PUBLISHED EVERY SATURDAY
MORNING

All communications relative to the Municipal
Bulletin should be addressed as follows:

THE MUNICIPAL BULLETIN
CITY HALL
MONTREAL



TELEPHONE MAIN 4240

De la CITÉ de MONTRÉAL

PARAISSANT LE SAMEDI MATIN

Toute communication concernant le Bulletin
Municipal devra être adressée comme suit:

BULLETIN MUNICIPAL
HOTEL DE VILLE
MONTREAL

DELIBERATIONS

COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 10 décembre 1914.

Sont présents: Son Honneur le Maire, M. M. Martin,
MM. les échevins L. A. Lapointe (président), Ménard,
Loranger, Mayrand, Boyd et Giroux.

M. J. Versailles, Maire de la Ville Montréal-Est se présente devant la Commission et demande que la ville soit annexée à la Cité de Montréal, à raison des avantages qui en résulteraient au cas où un arrangement serait effectué avec la Compagnie des Tramways de Montréal.

Et un débat s'engageant, il est

Résolu: De prier M. le Maire Versailles de mettre devant la Commission, le bill complet de la Ville de Montréal-Est, ainsi que le plan de ladite Ville; un état des privilèges, contrats et franchises accordés et tous renseignements se rapportant à l'administration de ladite Ville.

Soumise une proposition de M. l'échevin Blumenthal, au sujet de l'opportunité de demander des pouvoirs spéciaux à l. Législature, de prêter de l'argent aux citoyens qui ont des garanties à offrir et qui ne peuvent se procurer de fonds dans le moment, à cause de la crise monétaire causée par la guerre.

Résolu: Que cette Commission ne peut recommander au Conseil de demander à la Législature des pouvoirs de cette nature.

Soumise une résolution de la Chambre de Commerce du District de Montréal, suggérant que la loi concernant l'élection des Commissaires soit amendée de façon à faire au corps électoral un devoir impérieux, sous peine d'annulation des bulletins de vote, de voter pour autant de candidats qu'il y a de Commissaires à élire.

Résolu: De prendre cette suggestion en sérieuse considération lors de l'étude des amendements à la Charte.

Il est alors

Résolu: De prier le Greffier et l'Avocat en Chef de la Cité de bien vouloir rédiger tous les projets d'amendements qui ont déjà été approuvés par le Conseil, ainsi que tous les

LEGISLATION COMMITTEE

Report of meeting held on the 10th December 1914.

Were present: His Worship the Mayor, Mr. Martin; Ald. L. A. Lapointe, Chairman, Ménard, Loranger, Mayrand, Boyd and Giroux.

Mr. J. Versailles, Mayor of the Town of Montreal East, appeared before the Committee and asked that the said Town be annexed to the City of Montreal, in view of the advantages which would be derived therefrom in case an agreement should be entered into with the Montreal Tramways Co.

And a debate arising, it was

Resolved: That Mr. Mayor Versailles be requested to lay before this Committee the balance sheet of the Town of Montreal East, as well as a plan of the said Town; a statement of the privileges, contracts and franchises granted, and all information bearing upon the said Town's administration.

Submitted a motion by Ald. Blumenthal anent the advisability of applying to the Legislature for special powers to lend money to the citizens who cannot, at present, borrow any money on account of the monetary crisis caused by the war.

Resolved: That this Committee cannot recommend to Council that the Legislature be requested to grant such powers to the City.

Submitted a resolution of the "Chambre de Commerce du District de Montréal", suggesting that the law anent the election of Commissioners be amended so as to make it imperative for the electors, on pain of cancellation of the ballots, to vote for as many candidates as there are Commissioners to elect.

Resolved: That said suggestion be taken into serious consideration when the amendments to the Charter are taken up.

It was also

Resolved: That the City Clerk and Chief City Attorney be requested to draft all the amendments which have already been approved by the Council, as well as all the

projets qui ont été ou qui seront suggérés par les échevins ou par les chefs de service et de soumettre des copies de ces projets d'amendements pour la prochaine séance de la Commission qui devra être convoquée au commencement de la semaine prochaine.

Résolu: De prier le Contrôleur et Auditeur de la Cité de soumettre à cette Commission un état indiquant les crédits votés pour travaux dans les différents quartiers qui ont été annexés à la Cité de Montréal en 1910.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 23 décembre 1914, 3 p.m.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe (président), Giroux, Boyd, Mayrand, Turcot, Loranger, Ménard.

M. Gaudet, C.K., se présente devant la Commission et soumet un projet d'amendement à la Charte, à l'effet de taxer les compagnies d'assurance qui font des affaires à Montréal et qui n'ont pas de places d'affaires et ne contribuent en aucune façon au revenu de la Cité.

Résolu: D'approuver ce projet d'amendement et d'autoriser l'Avocat de la Cité à l'inclure dans le bill de la Cité après qu'il aura été ratifié par le Conseil.

Soumis un rapport de la Commission Spéciale au sujet de l'évaluation municipale, déclarant qu'après avoir pris en considération une résolution du Conseil en date du 14 septembre 1914, lui demandant d'étudier une proposition de M. l'échevin Dubeau, à l'effet d'établir un mode d'évaluation fixe et stationnaire, tous les trois ans, elle est arrivée à la conclusion que ce mode d'évaluation présenterait des inconvénients sérieux, et qu'en conséquence elle ne pouvait approuver cette proposition.

Résolu: De faire rapport au Conseil que la Commission de Législation partage entièrement les vues de la Commission Spéciale sur cette question.

Soumis un rapport de la Commission Spéciale au sujet de l'évaluation municipale, déclarant qu'elle a étudié une communication du Président du Bureau des Estimateurs au sujet de la limitation des exemptions de taxes et qu'après mûre délibération, elle offre son concours à la Commission de Législation pour l'aider à résoudre cette question.

Et un débat s'engageant,

M. l'échevin Giroux propose,

Que rapport soit fait au Conseil, à l'effet qu'il n'est pas opportun de modifier les dispositions de la Charte au sujet des exemptions de taxes, mais que la Cité devrait s'opposer à toute nouvelle demande pour exemption de taxe.

M. l'échevin Ménard propose alors,

Que l'étude de cette question soit remise à la prochaine séance.

La Commission se partage sur cette proposition.

Pour: MM. les échevins Mayrand, Loranger, Boyd et Ménard—4.

Contre: MM. les échevins Giroux, Turcot, L. A. Lapointe—3.

Ainsi elle est adoptée.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire

projects which have been or may be suggested by the Aldermen or Heads of Departments, and to submit the same at the next meeting of this Committee which will be convened at the beginning of next week.

Resolved: That the City Comptroller and Auditor be requested to submit to this Committee a statement showing the appropriations voted for works in the different wards that have been annexed to the City of Montreal in 1910.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 23rd December 1914, 3 p.m.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Chairman, Giroux, Boyd, Mayrand, Turcot, Loranger, Ménard.

Mr. Gaudet, K.C., appeared before the Committee and submitted a draft of amendments to the Charter providing for the levying of a tax on insurance companies doing business in Montreal and having no place of business in the City and which do not contribute in any way to the City's revenue.

Resolved: To approve of said proposed amendments and to authorize the City Attorney to include the same in the City's bill after it has been ratified by the Council.

Submitted a report from the Special Committee re Municipal Assessment, stating that after considering a resolution adopted by Council on the 14th September 1914, asking said Committee to consider a motion by Ald. Dubeau to the effect of establishing a fixed mode of assessment every three years, they come to the conclusion that the said mode of assessment was most objectionable, and therefore they could not approve said motion.

Resolved: That a report be made to the Council, informing the latter that the Legislation Committee concurs entirely in the views of the Special Committee in this question.

Submitted a report from the Special Committee re Municipal Assessment, stating that they considered a communication from the Chairman of the Board of Assessors anent the limitation of exemptions from taxation, and that, after due deliberation, they decided to offer their assistance to the Legislation Committee in order to enable them to solve this question.

And a debate arising,

Ald. Giroux moved

That a report be made to Council, stating that this Committee does not deem it advisable to amend the provisions of the Charter as regards exemptions from taxation, but that the City should oppose any further application for exemption from taxation.

Ald. Ménard then moved

That consideration of said question be deferred until the next meeting.

The Committee divided on said motion:

Yeas: Mayrand, Loranger, Boyd and Ménard—4.

Nays: Giroux, Turcot, L. A. Lapointe—3.

So it was carried.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

Compte rendu de l'assemblée du 23 décembre 1914, 4 p.m.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe (président), Ménard, Turcot, Giroux, Boyd, Mayrand.

Soumis un rapport de la Commission Spéciale au sujet de l'évaluation municipale, recommandant que la Charte de la Cité soit amendée de façon qu'un bâtiment en cours d'érection ne soit pas taxé la première année mais que, si la deuxième année, ce bâtiment n'est pas complété, les estimateurs puissent ajouter à la valeur du terrain la valeur dudit bâtiment, dans l'état dans lequel il se trouve.

Résolu: D'approuver ce rapport et de soumettre au Conseil un amendement dans ce sens.

Soumise une communication de l'Avocat en Chef de la Cité, au sujet de la demande de M. F. C. Laberge et autres, au sujet de l'ouverture de la rue Gilford.

Résolu: De ne pas intervenir dans cette affaire pour le présent.

Soumis un extrait des minutes du Conseil, référant à cette Commission une proposition de M. l'échevin Dubeau, au sujet de l'opportunité d'amender la Charte de façon que les plaintes portées par les contribuables devant le Bureau des Estimateurs pour évaluation, soient jugées non par les évaluateurs eux-mêmes, mais par un bureau spécial de révision.

Et un débat s'engageant,

L'étude de cette question est abandonnée.

Soumis un rapport de la Commission Spéciale au sujet de l'évaluation municipale, recommandant certains changements dans le mode actuel d'évaluation des propriétés foncières.

Résolu: De référer ce rapport au Contrôleur de la Cité, au Président du Bureau des Evaluateurs et à l'Avocat en Chef de la Cité, pour étudier la portée des changements suggérés et faire rapport à cette Commission.

Soumis un rapport du Surintendant du Département des Licences et Privilèges, au sujet de la suggestion faite par M. l'échevin Lavergne, à l'effet de taxer les théâtres et les salles de vues animées d'après le nombre de sièges qu'ils contiennent, au lieu d'une taxe fixe de \$500.

Sur proposition de M. l'échevin Ménard, il est

Résolu: De recommander au Conseil d'amender la Charte de façon à imposer une taxe n'excédant pas 85c par siège sur les salles de vues animées.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

* * *

Report of meeting held on the 23rd December 1914, 4 p.m.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Chairman, Ménard, Turcot, Giroux, Boyd, Mayrand.

Submitted a report from the Special Committee re Municipal Assessment, recommending that the City Charter be amended so that a building in course of erection be not taxed for the first year, but that, if on the second year, said building is not completed, the assessors may add to the value of the land the value of said building as it stands.

Resolved: To concur in said report and to submit to Council an amendment in that sense.

Submitted a communication from the Chief City Attorney, anent the petition from Mr. F. C. Laberge and others in connection with the opening of Gilford street.

Resolved: Not to interfere now in said matter.

Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, referring to this Committee a motion from Ald. Dubeau anent the advisability of amending the Charter, so that the complaints made by the ratepayers before the Board of Assessors on account of valuation, be not judged by the Assessors themselves, but by a Special Board of Review.

And a debate arising,

Consideration of said matter was deferred.

Submitted a report from the Special Committee re Municipal Assessment, recommending that certain changes be adopted in the present mode of assessing real estate.

Resolved: That said report be referred to the City Comptroller, to the Chairman of the Board of Assessors and to the Chief City Attorney, to consider the extent of the changes suggested, and report thereon to this Committee.

Submitted a report from the Superintendent of the License and Privilege Department, anent the suggestion made by Ald. Lavergne for the taxation of theatres and moving picture halls, according to the number of seats they contain, instead of a fixed tax of \$500.

On motion of Ald. Ménard, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Charter be amended in such a way as to impose a tax not exceeding 85 cents per seat on the moving picture halls.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 29 décembre 1914.

Sont présents: MM, les échevins L. A. Lapointe (président), Giroux, Turcot, Mayrand, Ménard, Loranger, Boyd.

M. Geo. Montgomery, C.R., se présente devant la Commission au nom de M. T. A. Trenholme, pour demander que la loi soit amendée de façon à ce que le coût de l'expropriation pour l'ouverture de la rue Connaught, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, soit payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires riverains.

A ce sujet, un rapport du Bureau des Commissaires est soumis, transmettant à cette Commission une requête de M. T. A. Trenholme au sujet de cette question.

Et un débat s'engageant, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil que les raisons données par les pétitionnaires ne sont pas suffisantes pour que la Cité change la décision qu'elle a prise, de faire payer le coût de cette amélioration par les propriétaires intéressés.

M. Joseph Versailles, Maire de la Ville de Montréal-Est, et M. Coderre, Secrétaire-Trésorier de ladite Ville, se présentent devant la Commission, en rapport avec le projet d'annexion de ladite Ville à la Cité de Montréal.

Ces messieurs déposent devant la Commission un exposé de la situation financière de la Ville de Montréal-Est, une liste des travaux en cours d'exécution et un plan de ladite Ville.

Et un débat s'engageant, il est

Résolu: De référer ces documents à l'Avocat en Chef de la Cité, au Contrôleur et Auditeur et au Greffier de la Cité, pour rapport, afin de connaître aussi exactement que possible:

- 1° Les obligations que la Ville assumerait en décrétant cette annexion;
- 2° Si la position financière de la Ville se trouverait affectée de quelque façon;
- 3° Le nombre d'employés que la Cité serait obligée de prendre à son service, les noms de ces employés et leurs traitements;
- 4° Tout ce qui concerne les franchises et privilèges accordés, les exemptions de taxes, l'aqueduc, les canaux d'égoûts, tuyaux à l'eau, les règlements adoptés;
- 5° La valeur et l'évaluation des immeubles et le taux de la taxe foncière;
- 6° Les différentes taxes imposées, taxes générales, spéciales ou autres;
- 7° La population;
- 8° Tous autres détails qui pourraient aider la Commission de Législation dans l'étude de cette question d'annexion.

M. le Maire Versailles informe la Commission que l'annexion à la Cité de Montréal est demandée sans condition aucune et que la Ville de Montréal-Est n'exigera même pas de former un quartier séparé.

A la suggestion de l'Avocat en Chef de la Cité, il est

Résolu: De recommander au Conseil d'inclure dans le bill un amendement au sujet de l'enregistrement des sentences rendues par un juge dans les causes en expropriation.

A la suggestion de M. l'échevin Turcot, il est aussi

Résolu: D'inclure dans le bill un amendement autorisant la Cité à nommer des femmes comme agents de police.

Soumis un rapport de la Commission Spéciale, au sujet de l'évaluation municipale, suggérant d'amender la loi de façon à ce que les personnes qui vendent ou qui achètent des immeubles soient tenues d'indiquer dans l'acte de vente leur résidence.

Résolu: De faire rapport au Conseil que cette Commission ne peut approuver cette suggestion, d'abord parcequ'il faudrait amender le Code des Notaires, et ensuite parce l'adresse des vendeurs et des acquéreurs d'immeubles peut

Report of meeting held on the 29th December 1914.

Were present: Ald. L. A. Lapointe, Chairman, Giroux, Turcot, Mayrand, Ménard, Loranger, Boyd.

Mr. Geo. R. Montgomery, K.C., appeared before the Committee on behalf of Mr. T. A. Trenholme, and asked that the law be amended so that the cost of the expropriation for the opening of Connaught street, in Notre-Dame de Grâce, be paid half by the City and half by the bordering proprietors.

In this connection, submitted a report from the Board of Commissioners, transmitting to this Committee a petition from Mr. T. A. Trenholme anent this question.

And a debate arising, it was

Resolved: That a report be made to Council, stating that the reasons given by the petitioners are not sufficient to induce the City to reconsider the decision reached in this connection in virtue of which the interested proprietors are to pay the cost of said improvement.

Mr. Joseph Versailles, Mayor of the Town of Montreal East, and Mr. Coderre, Secretary-Treasurer of the said Town, appeared before the Committee in connection with the project of annexing the said Town to the City of Montreal.

The said gentlemen submitted to the Committee a statement of the financial situation of the Town of Montreal East, a list of the work now being performed, and a plan of the said Town.

And a debate arising, it was

Resolved: That said documents be referred to the Chief City Attorney, the City Comptroller and Auditor and the City Clerk for a report, in order to know as exactly as possible:

- 1° The obligations which the City would assume by annexing the said Town;
- 2° If the financial situation of the City would be affected in any manner whatsoever;
- 3° The number of employees the City would have to employ, the said employees' names and their salary;
- 4° All particulars as to franchises and privileges granted, exemptions from taxation, waterworks, sewers, water pipes and by-laws adopted;
- 5° The value and assessment of the immoveables and the rate of the real estate tax;
- 6° The different taxes imposed (general, special or other taxes);
- 7° The population;
- 8° All other details which may enlighten the Legislation Committee when considering the said annexation question.

Mr. Versailles, Mayor, informed the Committee that the Town of Montreal East is asking for annexation to the City of Montreal without any condition whatsoever, and that the Town of Montreal East will not even ask that a separate ward be formed.

At the Chief City Attorney's suggestion, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that an amendment, anent the registration of awards made by a judge in expropriation cases, be included in the bill.

At Ald. Turcot's suggestion, it was

Resolved: That an amendment, authorizing the City to appoint policewomen, be included in the bill.

Submitted a report from the Special Committee re Municipal Assessment, suggesting that the law be amended so that the persons purchasing or selling immoveables be held to mention their residence in the deed of sale.

Resolved: That a report be made to Council, stating that this Committee cannot approve the said suggestion, because the Code of Notaries would have to be amended, and, moreover, because the address of the vendors and

changer et que par conséquent loin d'être utile, cela pourrait plutôt causer des embarras.

Soumise une communication de la Compagnie Montreal & Southern Counties Ry., au sujet de l'exécution de la clause 2 du Règlement No 540, accordant à ladite Compagnie le droit de prolonger sa voie jusqu'au square Youville.

Résolu: De demander à ladite Compagnie si elle a commencé les travaux qu'elle s'est engagée d'exécuter en vertu de son contrat.

Soumise une communication de M. J. H. Ferns, président du Bureau des Estimateurs, au sujet de la subdivision de fermes en lots à bâtir.

Renvoyée à l'Avocat en Chef de la Cité pour rapport.

Est de nouveau discutée la question des amendements suggérés par la Commission Spéciale, au sujet de l'évaluation des immeubles, à l'effet de préparer les rôles d'évaluation et de ne mettre ces rôles en vigueur qu'une année après qu'ils ont été préparés.

L'Avocat en Chef de la Cité informe la Commission que ces amendements comportent la modification d'un grand nombre d'articles de la Charte et que ces modifications devront être préparées avec soin et il suggère de commencer ce travail immédiatement, de façon à ce qu'ils soient prêts, non pas pour la session du mois de janvier, mais pour la session suivante de la Législature.

Il est alors

Résolu: De faire rapport au Conseil, en conséquence.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

purchasers of immoveables may change, and, therefore, instead of being useful, this would rather create difficulties.

Submitted a communication from the Montreal & Southern Counties Railway anent the putting into force of clause 2 of By-law No. 540, granting to the said Company the right to extend its track to Youville Square.

Resolved: To ask said Company if it has begun the works which it is held to perform by virtue of its contract.

Submitted a communication from Mr. J. H. Ferns, Chairman of the Board of Assessors, anent the subdivision of farms into building lots.

Referred to the Chief City Attorney for a report.

The question of the amendments suggested by the Special Committee re Municipal Assessment, to the effect of preparing the assessment rolls and of putting said rolls in force only one year after they have been prepared, being further discussed,

The Chief City Attorney informed the Committee that said amendments involve a modification of a large number of articles of the Charter, and that such modification should be made with care, and he suggested that this work be commenced immediately, in order that said amendments may be ready not for the session of the month of January but for the next session of the Legislature.

It was then

Resolved: That a report be made to Council accordingly.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 7 janvier 1915, p.m.

MM. les Commissaires Ainey, Hébert et McDonald.

1.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que les minutes soient approuvées.

Son Honneur le Maire prend son siège.

2.—Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, approuvé par Son Honneur le Maire, recommandant la nomination du Dr Gustave Lemieux, comme dentiste, au service de l'Inspection Médical des Ecoles, au salaire de \$1,800 par année.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De nommer le Dentiste Lemieux à la position ci-dessus, au salaire plus haut mentionné, à compter du 1er janvier 1915.

3.—Soumise une communication de l'Association des Plombiers, recommandant que M. N. Denis soit nommé à la position d'Examineur des Plombiers.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

4.—Soumises trois séries de mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant respectif de \$32,424.70, \$1,219.02, \$108,018.24, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

5.—Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'offre faite par les procureurs de M. T. C. Keefer, de céder à la Cité, une partie du lot No 1580, située en dedans de la ligne homologuée, pour les fins de l'élargissement de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil qu'il soit procédé à l'expropriation de ladite partie de lot, conformément aux dispositions de la Charte, concernant les expropriations annuelles et que Son Honneur le Maire soit prié de nommer deux des Estimateurs de la Cité pour évaluer le terrain ainsi cédé.

6.—(23757) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef et du Secrétaire du Département des Réclamations, transmettant la liste suivante de certaines lisières de terrain, à être expropriées, suivant les dispositions de la Charte, concernant les expropriations annuelles, savoir:

Rue St-Alexandre, propriétaire Alex. Bldg., quartier St-Laurent, superficie 139.06, cadastre P-699;
 Rue St-Alexandre, propriétaire Alex. Bldg., quartier St-Laurent, superficie 98.7, cadastre P-766;
 Rue St-Alexandre, propriétaire Alex. Bldg., quartier St-Laurent, superficie 97.0, cadastre P-707;
 Rue St-Alexandre, propriétaire Alex. Bldg., quartier St-Laurent, superficie 225.0, cadastre P-709;
 Rue des Jurés, propriétaire Alex. Bldg., quartier St-Laurent, superficie 214.0, cadastre P-709;
 Rue des Jurés, propriétaire Alex. Bldg., quartier St-Laurent, superficie 269.0, cadastre P-708;
 Rue des Jurés, propriétaire Alex. Bldg., quartier St-Laurent, superficie 269.0, cadastre P-705;
 Rue Sainte-Catherine, propriétaire Carrick Co., quartier St-Antoine, superficie 250.0, cadastre P-1578-37;
 Rue Sainte-Catherine, propriétaire Carrick Co., quartier St-Antoine, superficie 250.0, cadastre P-1578-38;
 Rue Sainte-Catherine, propriétaire Carrick Co., quartier St-Antoine, superficie 250.0, cadastre P-1578-39;

BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 7th January 1915, p.m.

Messrs. Ainey, Hébert and McDonald, Commissioners.

1.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the minutes be approved.

His Worship the Mayor took his seat.

2.—Submitted a report from the Medical Health Officer, approved by His Worship the Mayor, recommending that Dr. Gustave Lemieux be appointed dentist in the Medical School Inspection Branch, at a salary of \$1,800 per annum.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That Mr. Lemieux, dentist, be appointed to the above position, at the salary above mentioned, from the 1st January 1915.

3.—Submitted a communication from the Plumbers' Association, recommending that Mr. N. Denis be appointed Examiner of Plumbers.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said recommendation be approved.

4.—Submitted three series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting respectively to \$32,424.70, \$1,219.02, \$108,018.24, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That payment of same be authorized.

5.—Submitted a report from the Law Department anent the offer made by Mr. T. C. Keefer's Attorneys, to cede to the City part of lot No. 150 situated within the homologated line for the purpose of widening St. Catherine street West.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, asking that the expropriation of such part of said lot be proceeded with, in accordance with the provisions of the Charter concerning annual expropriations, and that His Worship the Mayor be requested to appoint two of the City Assessors to value the land thus ceded.

6.—(23757) Submitted a report from the Chief Engineer and the Secretary of the Claims Department, transmitting the following list of strips of land, to be expropriated according to the provisions of the Charter, concerning annual expropriations, viz.:

St. Alexander street, prop. Alex. Bldg., St. Lawrence Ward, area 139.06, cad. P-699;
 St. Alexander street, prop. Alex. Bldg., St. Lawrence Ward, area 98.7, cad. P-706;
 St. Alexander street, prop. Alex. Bldg., St. Lawrence Ward, area 97.0, cad. P-707;
 St. Alexander street, prop. Alex. Bldg., St. Lawrence Ward, area 225.0, cad. P-709;
 Des Jurés street, prop. Alex. Bldg., St. Lawrence Ward, area 214.0, cad. P-709;
 Des Jurés street, prop. Alex. Bldg., St. Lawrence Ward, area 269.0, cad. P-708;
 Des Jurés street, prop. Alex. Bldg., St. Lawrence Ward, area 225.0, cad. P-705;
 St. Catherine street, prop. Carrick Co., St. Antoine Ward, area 250.0, cad. P-1578-37;
 St. Catherine street, prop. Carrick Co., St. Antoine Ward, area 250.0, cad. P-1578-38;
 St. Catherine street, prop. Carrick Co., St. Antoine Ward, area 250.0, cad. P-1578-39;

Rue Sainte-Catherine, propriétaire Carrick Co., quartier St-Antoine, superficie 275.5, cadastre P-1578-40.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil que lesdites lisières de terrain soient expropriées, conformément aux dispositions de la Charte, concernant les expropriation annuelles, et que Son Honneur le Maire soit prié de nommer deux des Estimateurs de la Ville, pour évaluer le terrain ainsi cédé.

7.—Soumise une forme de coupons, portant la signature lithographiée du Trésorier de la Cité, et attachés aux débentures de l'emprunt de \$6,900,000.00.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que ladite forme soit acceptée et approuvée.

8.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser Son Honneur le Maire, le Contrôleur et Auditeur et le Trésorier de la Cité, à se rendre à New-York, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, pour là et alors signer et contresigner, à toutes fins que de droit, les bons de l'emprunt de \$6,900,000.00 consenti à la Cité de Montréal par MM. Kountze Bros., A. B. Leach & Co., E. N. Rollins & Sons, Boston.

9.—Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Pour donner effet à une décision, prise par les Commissaires, le 30 décembre 1914, et qui n'a pas été congnée aux procès-verbaux, de nommer M. François De Baillet, comme constable, en remplacement de M. Napoléon Boileau, résigné.

9A.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'autoriser l'achat de 24 copies de la carte de l'Île de Montréal, préparée par M. A. De Grandpré, au prix de \$1.50 chacune.

10.—Soumis un rapport du Greffier-Adjoint de la Cité, au sujet du système de ventilation du Bureau du Greffier.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Edifices Municipaux pour rapport.

11.—(24727) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant de régler la réclamation de Madame Jean Lyall Lockerby, pour dommages à son automobile, en payant une somme de \$21. à Madame Lockerby.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le règlement de ladite réclamation, comme ci-dessus.

12.—(24515) Soumis un rapport du Notaire F. S. Mackay, au sujet du projet d'acte de vente de M. Aloysius Gauthier, à la Cité, en rapport avec l'élargissement de la rue de Montigny.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote d'une somme additionnelle de \$1,000 pour terminer cette transaction.

13.—Soumise une communication de la "International Brotherhood of Stationary Firemen", au sujet des conditions de travail des chauffeurs.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De déposer aux archives.

14.—(24763) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, transmettant un état des sommes dues à la Ville, par la Compagnie des Tramways.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

St. Catherine street, prop. Carrick Co., St. Antoine Ward, aréa 275.5, cad. P-1578-40.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said strips of land be expropriated in accordance with the provisions of the Charter, concerning annual expropriations, and that His Worship the Mayor be requested to appoint two of the City Assessors to value the land thus ceded.

7.—Submitted a form of coupon bearing the lithographed signature of the City Treasurer, and attached to the debentures for the loan of \$6,900,000.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said form be accepted and approved.

8.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That His Worship the Mayor, the City Comptroller and Auditor and the City Treasurer be authorized to proceed to New York, in the State of New York, one of the United States of America, for the purpose of signing and countersigning to all intents and purposes the bonds of the \$6,900,000 loan made to the City of Montreal by Messrs. Kountze Bros., A. B. Leach & Co. and E. N. Rollins & Sons, Boston.

9.—On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: In order to give effect to a resolution adopted by the Commissioners on the 30th December 1914, and which has not been entered in the minutes, Mr. François de Baillet was appointed constable vice Mr. Napoléon Boileau, who has resigned.

9a.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the purchase of 24 copies of the map of the Island of Montreal, prepared by Mr. A. de Grandpré, at the price of \$1.50 each, be authorized.

10.—Submitted a report from the Asst.-City Clerk, anent the ventilating system in the City Clerk's Office.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Municipal Buildings for a report.

11.—(24727) Submitted a report from the Law Department, recommending that the claim of Madam Jean Lyall Lockerby for damages to her automobile, be settled by paying to Mrs. Lockerby the sum of \$21.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the settlement of said claim be authorized as above.

12.—(24515) Submitted a report from Mr. F. S. Mackay, Notary, anent the sale by Mr. Aloysius Gauthier to the City of a piece of land in connection with the widening of de Montigny street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that an additional sum of \$1,000 be voted in order to complete the said transaction.

13.—Submitted a communication from the International Brotherhood of Stationary Firemen, anent the conditions under which the stokers are working.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be filed of record.

14.—(24763) Submitted a report from the City Treasurer, transmitting a statement of the amounts due to the City by the Tramways Co.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for a report.

15.—(23339) Soumise une résolution du Conseil, à l'effet de rejeter un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant de payer une somme de \$2,000 à M. J. A. Christin, en règlement de sa réclamation contre la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De réitérer le rapport fait au Conseil, en date du 18 décembre 1914, en attirant spécialement l'attention du Conseil, sur le rapport du Département en Loi, en date du 16 décembre 1914.

16.—(24759) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, au sujet de l'emprunt de \$6,900,000.00.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le Trésorier de la Cité, de concert avec Son Honneur le Maire et le Contrôleur et Auditeur de la Cité, à faire les meilleurs arrangements possibles pour transporter le produit de l'emprunt de \$6,900,000.00, soit en remettant le montant à Montréal, ou en payant à l'avance des Bons du Trésor échus, si les conditions de rabais sont avantageuses.

17.—(24679) Soumise une interpellation du Conseil, au sujet de la préparation du budget de 1915.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De déposer aux archives.

18.—(24653) Soumise une communication de MM. Décairy, Barlow & Joron, transmettant un projet de main-levée, à être consenti par la Cité de Montréal, de toutes hypothèques, existant contre le lot No 1809, quartier Sainte-Anne, aux termes d'une vente consentie à ladite Cité par Dame Emma Pepin dit Baronette, es-qualité

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

19.—(24519) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de la ligne de la rue de Montigny, coin Amherst.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef pour faire droit à la demande contenue dans ledit rapport.

20.—(24063) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant d'accepter l'offre du Collège Loyola, de céder gratuitement à la Cité certaines lisières de terrain, en rapport avec l'expropriation, pour l'élargissement de la rue Sherbrooke, quartier Notre-Dame de Grâce, pourvu que la Ville lui paie ses frais d'expropriation, se montant à la somme de \$580.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De recommander au Conseil d'accepter ladite offre, et d'autoriser le Département en Loi à retirer du Bureau du Protonotaire, la somme de \$10,452.75, qui y a été déposée.

21.—(24098) Soumise une résolution du Conseil, à l'effet de référer au Bureau des Commissaires le rapport de la Commission Spéciale, au sujet de l'évaluation municipale.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De déposer sur la table pour considération ultérieure.

22.—(24695) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, demandant l'autorisation de faire imprimer 600 exemplaires d'un carnet, pour billette de tramways, au coût approximatif de \$42 (07c. chacun.)

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'accorder ladite autorisation, la somme ci-dessus devant être imputée sur le crédit de \$6,000 voté pour transport.

15.—(23339) Submitted a resolution of Council rejecting a report from the Board of Commissioners, recommending that a sum of \$2,000 be paid to Mr. J. A. Christin, in settlement of his claim against the City.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the report made to Council under date of 18th December 1914, be reaffirmed and that the attention of the Council be specially called to the report of the Law Department, dated the 16th December 1914.

16.—(24759) Submitted a report from the City Treasurer anent the loan of \$6,900,000.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the City Treasurer together with His Worship the Mayor and the City Comptroller and Auditor, be authorized to make all the best possible arrangements for the disposal of the proceeds of the loan of \$6,900,000 either by transferring the amount thereof to Montreal, or by paying in advance Treasury bills matured, if the conditions as to rebate are advantageous.

17.—(24679) Submitted a question put by a member of Council, anent the preparation of the budget for the year 1915.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be filed of record.

18.—Submitted a communication from Messrs. Décairy, Barlow and Joron, transmitting a draft of main-levée to be consented to by the City of Montreal of all mortgages existing on lot No. 1809, St. Ann's Ward, according to the terms of a deed of sale by Dame Emma Pepin dit Baronette, es-qualité, to the City of Montreal.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the City Attorneys for a report.

19.—(24519) Submitted a report from the Law Department, anent the line of de Montigny street, corner of Amherst street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Deputy Chief Engineer, with instructions to carry into effect the recommendation contained in said report.

20.—(24063) Submitted a report from the Law Department, recommending that the offer from the Loyola College to cede gratuitously to the City certain strips of land in connection with the expropriation for the widening of Sherbrooke street, Notre-Dame de Grâce Ward, provided the City pay its expropriation costs, to wit \$580, be accepted.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said offer be accepted, and that the Law Department be authorized to withdraw from the Prothonotary's Office the sum of \$10,452.75 which was deposited therein.

21.—(24098) Submitted a resolution adopted by the Council, referring to the Board of Commissioners a report from the Special Committee re Municipal Assessment.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be laid on the table to be considered later on.

22.—(24695) Submitted a report from the Medical Health Officer, asking for authorization to have 600 note-books in connection with transportation on street cars printed at an approximate cost of \$42 (0.07c each).

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To grant said authorization, the above sum to be charged against the appropriation of \$6,000 voted for transportation.

23.—(24694) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, recommandant de payer à M. A. L. Kaplauskys, une somme de \$7.55, pour honoraires, comme interprète.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

24.—(24029) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, en réponse à une question du Conseil, en date du 18 novembre 1914, concernant la construction de chalets de nécessité, dans différents quartiers de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Dr Boucher, à l'Architecte de la Ville, et au Surintendant des Edifices Municipaux, pour faire rapport sur les endroits où ces chalets pourraient être construits, et pour préparer des plans et estimés, en vue de leur construction, et de transmettre copie dudit rapport au Conseil, en réponse à la question du 18 novembre 1914.

25.—Le Bureau prend de nouveau en considération, la question de l'ouverture de la rue de De Nonville, et après considération des offres faites par les propriétaires intéressés, et visite des lieux,

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil qu'il soit procédé à l'acquisition, à l'amiable, des propriétés requises pour élargir ladite rue, savoir:

J. Paquin, — lot 3912-288, superficie 2997 pieds; lot 3912-289, superficie 2984 pieds; lot 3912-290, superficie 2997 pieds, à \$2.50 le pied ..	\$22,445.00
Plus pour les bâtisses	2,600.00
H. St-Cyr, — lot 3912-287, superficie 2991 pieds, à \$2.50 le pied	7,477.50
Plus pour les bâtisses	2,000.00
Cyr. Cantin, — lot 3912-27, superficie 2062 pieds; lot 3912-28, superficie 2062 pieds	10,350.00
Plus pour les bâtisses	1,000.00
W. Tucker, — lot 3901-3, superficie 2265 pieds; terrain et bâtisses	5,375.00
A. Bray, — lot 3912-61, superficie 2052 pieds; lot 3912-p-60, superficie 1199 pieds	4,613.00
A. Leblanc, — lot 3912-p-60, superficie 854 pieds, avec bâtisses	4,500.00
A. Duranceau, — lots 3729 et 3902, superficie 6768 pieds, à \$1.50 le pied	10,152.00
A. Bourdeau, — lot 3730-1, superficie 2271 pieds, avec bâtisses	4,375.00
	\$72,887.50

26.—(23841) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, recommandant de faire droit à la demande de M. A. B. Saad, de se faire réduire son loyer à \$15.00 par mois.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire droit à ladite demande.

27.—(24181) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, recommandant le vote d'une somme de \$250, pour la construction d'une voûte de sûreté, pour le Département d'Hygiène.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de donner instructions au Surintendant des Edifices Municipaux d'y donner suite.

28.—(24240) Soumise une résolution du Conseil, à l'effet de renvoyer au Bureau des Commissaires, un rapport dudit Bureau, au sujet de la réclamation de certains ouvriers qui n'avaient pas reçu le salaire fixé par l'échelle des Salaires Raisonables, en informant le Bureau que le Conseil favorise le paiement aux hommes qui travaillent pour la Ville, des gages spécifiés dans l'échelle des Salaires Raisonables.

23.—(24694) Submitted a report from the Medical Health Officer, recommending that Mr. A. L. Kaplauskys be paid a sum of \$7.55 for his fees as interpreter.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said account.

24.—(24029) Submitted a report from the Medical Health Officer, in reply to a question put by a member of the Council on the 18th November 1914, anent the erection of comfort stations in the different wards of the City.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the matter be referred to Dr. Boucher, to the City Architect and to the Superintendent of Municipal Buildings, for a report as to the places where said comfort stations should be erected, and for plans and estimates thereof, and that a copy of said report be transmitted to the Council in reply to the question put on the 18th November 1914.

25.—The Board again considered the question of opening Denonville street and, after having considered the offers made by the interested proprietors and visited the locality,

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the properties required for the widening of said street, be purchased by mutual agreement, to wit:

J. Paquin — lot 3912-288, area 2997 feet; lot 3912-289, area 2984 feet; lot 3912-290, area 2997 feet, at \$2.50 per foot	\$22,445.00
More for buildings	2,600.00
H. St-Cyr — lot 3912-287, area 2991 feet, at \$2.50 per foot	7,477.50
More for buildings	2,000.00
Cyr. Cantin — lot 3912-27, area 2062 feet; lot 3912-28, area 2062 feet	10,350.00
More for buildings	1,000.00
W. Tucker — lot 3901-3, area 2265 feet	5,375.00
Land and buildings	
A. Bray — lot 3912-61, area 2052 feet; lot 3912-P60, area 1199 feet	4,613.00
A. Leblanc — lot 3912-P60, area 854 feet with buildings	4,500.00
A. Duranceau — lot 3729 and 3902, area 6768 feet, at \$1.50 per foot	10,152.00
A. Bourdeau — lot 3730-1, area 2271 feet with buildings	4,375.00
	\$72,887.50

26.—(23841) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, recommending that the application from Mr. A. B. Saad for the reduction of his rent to \$15 per month, be granted.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said request be granted.

27.—(24181) Submitted a report from the Medical Health Officer, recommending that a sum of \$250 be voted for the construction of a vault for the Hygiene Department.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in said report and to give instructions to the Superintendent of Municipal Buildings to comply therewith.

28.—(24240) Submitted a resolution adopted by the Council, referring to the Board of Commissioners a report from said Board, anent the claim of certain laborers who had not received the salary provided for in the Fair Wages Schedule, informing the Board that the Council is in favor of paying to the men working for the City the wages specified in the Fair Wages Schedule.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil de prier la Commission de Législation d'amender la résolution établissant l'échelle des Salaires Raisonables, en date du 28 avril 1910, de façon à y inclure les ouvriers et artisans, employés directement par la Ville.

M. le Commissaire McDonald laisse son siège.

29.—Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, transmettant le tableau d'assiduité de son Département, et recommandant de payer le salaire de M. Bond, chauffeur, qui a été absent durant trois jours.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

30.—(24697) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, transmettant un contrat de la Compagnie du Téléphone Bell, en triplicata, pour régulariser les ordres qui ont été donnés, en différents temps de l'année.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité à signer le contrat.

M. le Commissaire McDonald reprend son siège.

31.—(22335-24127) Soumis deux rapports du Directeur de l'Assistance Municipale, informant le Bureau que MM. Rodolphe Arthur Fortier et Louis Gauthier, qui étaient en service actif, ont repris leur service.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver lesdits rapports.

32.—(24684) Soumise une interpellation du Conseil, au sujet des cas de maladies contagieuses.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique pour rapport.

33.—Soumis des rapports du Directeur de l'Assistance Municipale, recommandant de ne pas payer le salaire des employés temporaires suivants, qui sont partis pour la guerre, ou en service actif:

Voirie, Division Nord: Nos 651, 275, 267, 266, 203, 859, 804, 656, 652.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver lesdits rapports.

M. le Commissaire McDonald laisse son siège.

34.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De donner instructions au Député-Ingénieur en Chef de préparer des plans du terrain, sur lequel est situé le Bain Dagenais-Turner, et des environs, et d'informer le Conseil de la présente décision, en réponse à l'interpellation de M. l'échevin Elie, en date du 30 décembre 1914.

35.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que la résolution du 23 décembre 1914, à l'effet de nommer M. Alfred Gervais, commis à la Pesée Papineau, soit reconsidérée et annulée, à toutes fins que de droit, et remplacée par la suivante:

"Que M. O. Blain, assistant-commis au Marché à Foin soit nommé commis de la Pesée Atwater, en remplacement de M. G. Wells, au salaire de \$825 par année;

"Que M. A. E. Lespérance, troisième assistant-commis du Marché Bonsecours, soit nommé assistant-commis au Marché à Foin, en remplacement de M. Blain, au salaire de \$750 par année; et

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Legislation Committee be requested to amend the resolution establishing the Fair Wages Schedule adopted on the 28th April 1910, so as to include therein the journeymen and laborers directly employed by the City.

Commissioner McDonald left his seat.

29.—Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, transmitting the list of attendance of his department, and recommending that Mr. Bond, chauffeur, who was absent for three days, be paid his salary.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report.

30.—(24691) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, transmitting a draft of contract with the Bell Telephone Co. made in triplicate, for the purpose of regularizing the orders given at different times during the year.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign said draft of contract.

Commissioner McDonald took his seat.

31.—(22335-24127) Submitted two reports from the Director of Municipal Assistance, informing the Board that Messrs. Rodolphe Arthur Fortier and Louis Gauthier, who have been on active service, have resumed their duties.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in said reports.

32.—(24684) Submitted a question put by a member of Council anent cases of contagious diseases.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To refer the same to the Medical Health Officer for a report.

33.—Submitted reports from the Director of Municipal Assistance, recommending that the following temporary employees, who have gone to the front or are on active service, be not paid any salary:

Road Department, North Division: Nos. 651, 275, 267, 266, 203, 859, 804, 656, 652.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said reports.

Commissioner McDonald left his seat.

34.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That instructions be given to the Deputy Chief Engineer to prepare the plans of the piece of land upon which is erected the Dagenais-Turner Bath and of the surroundings, and that Council be apprised of the present resolution, in reply to a question put by Ald. Elie on the 30th December 1914.

35.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the resolution adopted on the 23rd December 1914, appointing Mr. Alfred Gervais clerk at the Papineau Weigh-House, be reconsidered and annulled, to all intents and purposes, and replaced by the following:

"That Mr. O. Blain, Asst.-Clerk of the Hay Market, be appointed Clerk at the Atwater Weigh-House vice Mr. G. Wells, at a salary of \$825 per annum;

"That Mr. A. Lespérance, third Asst.-Clerk of Bonsecours Market, be appointed Asst.-Clerk of the Hay Market vice Mr. Blain, at a salary of \$750 per annum;

"Que M. Alfred Gervais soit nommé troisième assistant commis du Marché Bonsecours, en remplacement de M. Lespérance, au salaire de \$725 par année."

36.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 8 courant, à 3.00 hrs p.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 8 janvier 1915, p.m.

Son Honneur le Maire Martin, Président; MM. les Commissaires Hébert et McDonald.

1.—Soumises deux séries de mandats vérifiées par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, aux montants de \$61,557.50 et \$1,621.89, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

2.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'autoriser le règlement des réclamations ci-dessous, ex-fonds de réserve:

8184.	Dame Elizabeth Bowdan, — jugement, avec intérêt du 15 octobre 1913	\$137.00
	Frais à Mtre Greenshields & Cie	103.55
9342.	S. Thompson, — accident de voiture	28.75
9183.	Samuel Richardson, — chute	78.75
9403.	B. D. Adelman, et al., — dommages aux propriétés	75.25
9419.	Eusèbe Lefort, — salaire et frais de médecine	150.55
9384.	Joseph Verdi, — salaire	34.50

Réclamations rejetées: 9404, 9373, 9339, 9417 et 9343.

MM. les Commissaires Ainey et Côté prennent leur siège.

3.—(24537) Le Bureau procède à l'ouverture des soumissions publiques pour la fourniture de briques pour la construction d'égouts, savoir:

	Quantité	Prix par M.	Chèque dépôt
2. Ormstown Brick Co...	300,000	9.95	298.50
3. National Brick Co. ..	575,000	10.40	598.00
1. St. Lawrence Brick Co.	\$575,000	\$ 9.45	\$544.00

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef et à l'Agent des Achats et des Ventes pour tabulation et examen des échantillons et rapport et de remettre les chèques de dépôt au Trésorier de la Cité.

4.—Une délégation de la Ville de Maisonneuve et d'autres intéressés dans la question de l'ouverture du Boulevard Pie IX à travers l'île de Montréal, se présente devant le Bureau.

M. Mendoza Langlois déclare que les propriétaires riverains sont prêts à céder leurs terrains à raison de 20c le pied.

Après pourparlers,

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De faire revivre la question tel que décidé par le Conseil à moins que les propriétaires n'arrivent à faire une offre favorable.

"That Mr. Alfred Gervais be appointed third Asst.-Clerk of Bonsecours Market vice Mr. Lespérance, at a salary of \$725 per annum."

36.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 8th instant, at 3 o'clock p.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 8th January 1915, p.m.

Present: His Worship Mayor Martin, in the chair, and Messrs. Hébert and McDonald.

1.—Submitted two series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting to \$61,557.50 and \$1,621.89, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

2.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the settlement of the hereunder mentioned claims be paid ex-reserve fund.

8184	Mrs. Elizabeth Bowdan—Judgment with interest from 15th October 1913.. . . .	\$137.00
	Costs to Messrs. Greenshields & Co...	103.55
9342	S. Thompson.. . . .	28.75
9183	Samuel Richardson—Fall.. . . .	78.75
9403	B. D. Adelman & al.—Damages to properties	75.25
9419	Eusèbe Lefort—Salary and medical attendance.. . . .	150.55
9384	Joseph Verdi—Salary	34.50

Claims rejected: 9404, 9373, 9339, 9417 and 9343.

Commissioners Ainey and Côté took their seats.

3.—(24537) The Board proceeded to open the public tenders received for the supply of bricks for the construction of sewers, to wit:

	Quantity	Price per 1,000	Deposit cheque
1. St. Lawrence Brick Co.	\$575,000	\$ 9.45	\$544.00
2. Ormstown Brick Co...	300,000	9.95	298.50
3. National Brick Co. ..	575,000	10.40	598.00

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer and to the Purchasing and Sales Agent for a tabulated statement and the examination of samples, and report, and that the cheques be deposited with the City Treasurer.

4.—A delegation from the Town of Maisonneuve and other parties interested in the question of opening Pius IX Boulevard across the Island of Montreal, appeared before the Board.

Mr. Mendoza Langlois stated that the bordering proprietors were willing to cede their land at the rate of 20 cents per foot.

After discussion,

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To leave the matter in abeyance as decided by the Council, unless the proprietors make a reasonable offer.

5.—Soumis des mandats vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant de \$8,867.38, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

6.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De retenir les services des personnes suivantes, comme inspecteurs des tramways, au salaire ci-après, à compter du 1er janvier courant, savoir:

J. Barry, inspecteur	\$1,000
J. A. Dansereau, inspecteur	950
F. X. Daoust, inspecteur	950
R. Wittaker, inspecteur	950
A. Patenaude, inspecteur	950
J. Lachapelle, inspecteur	950

7.—(24675) Soumise une communication de M. C. H. Moineau, en rapport avec l'exécution de certains travaux supplémentaires dans la construction de l'égout de Notre-Dame de Grâce.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour direction.

8.—(24497) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef au sujet de l'entretien de la traverse, entre Montréal et Boucherville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer les autorités de Boucherville que le Bureau des Commissaires est d'opinion que la même méthode des années passées doit être suivie cette année.

9.—(24708) Soumise une communication du Secrétaire du Club Ouvrier Municipal Papineau, au sujet de l'engagement des journaliers.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef pour rapport.

10.—(24739) Soumise une requête des résidents de l'avenue Stanley Park, au sujet de l'entretien de ladite avenue, entre les avenues Durham et Sainte-Claire.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Député Ingénieur en Chef pour rapport.

11.—(21915) Soumis un rapport du Député Ingénieur en Chef au sujet de l'avis donné à la Compagnie des Tramways d'avoir à enlever certains poteaux de bois sur l'avenue Papineau.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir si la Compagnie est obligée de se rendre à cette demande, et dans l'affirmative, qui est tenu de payer le coût des travaux.

12.—(23962) Soumis un rapport de l'Ingénieur Surintendant de l'Aqueduc, au sujet du contrat accordé à M. Joseph Denis, pour la construction du bâtiment destiné à recevoir la nouvelle pompe à la station de pompage du Bas-Niveau.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour direction.

13.—(24772) Soumis un rapport de l'Agent des Achats et des Ventes, recommandant la remise à MM. Jos. Lefebvre & Cie, d'un dépôt de \$341, fait en rapport avec leur contrat pour la fourniture de charbon.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

5.—Submitted warrants verified by the City Comptroller and Auditor, amounting to \$8,867.38, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

6.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To retain the services of the following persons, with the under mentioned salary, from the 1st January instant, to wit:

J. Barry, Inspector	\$1,000
J. A. Dansereau, Inspector	950
F. X. Daoust, Inspector	950
R. Wittaker, Inspector	950
A. Patenaude, Inspector	950
J. Lachapelle, Inspector	950

7.—(24675) Submitted a communication from Mr. C. H. Moineau, anent the performance of certain extra works in connection with the construction of the sewer in Notre-Dame de Grâce Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for a report.

8.—(24497) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer anent the maintenance of the winter road between Montreal and Boucherville.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the authorities of Boucherville be informed that the Board of Commissioners are of opinion that the same method as in the past should be followed this year.

9.—(24708) Submitted a communication from the Secretary of the "Club Ouvrier Municipal Papineau" anent the engagement of laborers.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the matter be referred to the Deputy Chief Engineer for a report.

10.—(24739) Submitted a petition from residents of Stanley Park avenue, anent the maintenance of said avenue, between Durham and St. Claire avenues.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the matter be referred to the Deputy Chief Engineer for a report.

11.—(21915) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, anent the notice given to the Tramways Co. to remove certain wooden poles erected on Papineau avenue.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department in order to know if the Company is held to comply with said notice and, if so, who is held to pay the cost of said work.

12.—(23962) Submitted a report from the Superintendent Engineer of the Water Department, anent the contract awarded to Mr. Joseph Denis for the erection of a building for the new pump at the Low Level Pumping Station.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the matter be referred to the Law Department for advice.

13.—(24772) Submitted a report from the Purchasing and Sales Agent, recommending the refund to Messrs. Jos. Lefebvre & Co. of a deposit of \$341 made in connection with their contract for the supply of coal.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Résolu: D'autoriser la remise dudit dépôt.

14.—(22594) Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'annuler la résolution du Bureau en date du 22 décembre 1914, au sujet de l'établissement de lignes homologuées pour le prolongement de l'avenue Newman jusqu'à la rue St-Patrice, et de transmettre au Conseil le rapport du Député Ingénieur en Chef, en date du 17 décembre 1914, conformément à la résolution du Conseil en date du 4 novembre 1914.

15.—(24781) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant de payer à Mtres G. A. Marsan, la somme de \$232.50, représentant les frais du défendeur en arrière garantie, M. Wilfrid Duquette, sur l'action instituée contre lui par la Cité de Montréal, (C.S.M., 4151).

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser le paiement de ladite somme, ex-fonds de réserve.

16.—(24781) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant de payer à Mtre G. A. Marsan, la somme de \$390.05 représentant les frais du défendeur en arrière garantie, M. Wilfrid Duquette, sur l'action intentée contre lui par la Ville, (C.S.M., 4121).

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser le paiement de ladite somme, ex-fonds de réserve.

17.—M. l'échevin Ménard se présente devant le Bureau au sujet de la construction du poste du quartier Bordeaux.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De demander au Département en Loi, si la Ville peut occuper ce poste avant que le règlement final intervienne entre la Cité et l'entrepreneur et dans la négative, de faire rapport sur ce que serait recommandable dans les circonstances.

18.—(24471) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, transmettant le plan des différents parcs de la Ville, tel que demandé par le Surintendant du Département de l'Éclairage.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant du Département de l'Éclairage.

19.—Soumise une requête de certains résidents du quartier Longue-Pointe (Guybourg), au sujet du service des tramways.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour prendre des procédures aux fins de forcer la Compagnie des Tramways à rétablir l'ancien système.

20.—(24856) Soumis le programme des travaux projetés de voirie, pour l'année 1915.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De transmettre copies dudit programme à Son Honneur le Maire et à chacun des Commissaires, et de donner instructions au Député-Ingénieur en Chef de se consulter avec les échevins de chacun des quartiers, pour avoir leur opinion.

21.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Qu'avant d'étudier le programme des travaux de voirie, aqueduc et égouts, devant être exécutés au cours de l'année 1915, que l'on donne instructions à l'Ingénieur en Chef de préparer une liste complète des travaux votés en 1914 qui n'ont pas encore été commencés ainsi que ceux qui ont été commencés et qui ne sont pas encore terminés, et de donner une liste des crédits disponibles pour ces travaux.

22.—(24437) Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Resolved: To authorize the refund of said deposit.

14.—(22594) On motion of Commissioner Côté, seconded by commissioner Hébert, it was

Resolved: To annul the resolution adopted by the Board on the 22nd December 1914, anent the establishment of homologated lines for the extension of Newman avenue to St. Patrick street, and to transmit to Council the report of the Chief Engineer dated the 17th December 1914, as per the resolution of Council adopted on the 4th November 1914.

15.—(24781) Submitted a report from the Law Department, recommending that Mr. G. A. Marsan be paid a sum of \$232.50, representing the bill of costs of the defendant "en arrière-garantie", Mr. Wilfrid Duquette, in the action instituted against him by the City (S. C. M. 4151).

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize the payment of said sum ex-reserve fund.

16.—Submitted a report from the Law Department, recommending that Mr. G. A. Marsan be paid a sum of \$390.05, representing the bill of costs of the defendant "en arrière-garantie", Mr. Wilfrid Duquette, in the action instituted against him by the City (S. C. M. 4121).

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize payment of said sum ex-reserve fund.

17.—Ald. Ménard appeared before the Board anent the station erected in Bordeaux Ward.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To ask the Law Department whether the City may occupy said station before a final settlement has been effected between the City and the contractor and, if not, to report as to what action should be taken under the circumstances.

18.—(24471) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, transmitting the plan of the different parks of the City, as required by the Superintendent of the Light Department.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be referred to the Superintendent of the Light Department.

19.—Submitted a petition from certain residents of Longue Pointe Ward (Guybourg) anent the tramway service.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the matter be referred to the Law Department with instructions to take the necessary proceedings in order to compel the Tramways Co. to reestablish the old system.

20.—(24856) Submitted a list of works to be performed by the Road Department in 1915.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That copies of said list be transmitted to His Worship the Mayor and to each of the Commissioners, and that instructions be given to the Deputy Chief Engineer to confer with the Aldermen of each ward, in order to have their opinion thereon.

21.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That before considering the list of works for the Road, Water and Sewer Departments to be performed in the course of 1915, instructions be given to the Chief Engineer to prepare a complete list of the works for which appropriations were voted in 1914 and which have not yet been begun as well as of those which have been begun and not completed, and to give also a list of the appropriations available for said works.

22.—(24437) On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Résolu: Que la résolution du 18 décembre 1914, à l'effet de demander au Département en Loi d'approuver les devis et spécifications, pour l'installation de machines supplémentaires, à la Buanderie du Refuge Municipal Meurling, soit reconsidérée et amendée, de façon à prier le Département en Loi de donner une forme légale auxdits devis et spécifications.

23.—(24628) Soumis un rapport du Département en Loi, approuvant deux polices d'assurances fournies par la "Foundation Company Ltd."

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De transmettre lesdites polices au Comptable de la Ville.

24.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser la remise, à la "Elder Ebano Asphalt Co.", d'un dépôt de \$2,805, fait en rapport avec le contrat pour la fourniture de pavés artificiels, pour la saison 1914, lesdits pavés ayant été livrés à la satisfaction du Département des Travaux Publics.

25.—(24742) Soumis un rapport du Surintendant de l'Éclairage, recommandant l'installation d'une lampe à arc, sur la rue Marquette, entre les rues Laurier et St-Grégoire.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser l'installation de ladite lampe.

26.—Soumise une communication de M. l'échevin Macdonald, au sujet de la demande de M. C. Lewis, de faire construire un mur de soutènement sur l'avenue Notre-Dame de Grâce.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef, pour rapport et au Département en Loi pour rapport sur la question de droit.

27.—Soumise une communication du "Club Ouvrier Municipal Papineau" demandant de faire réduire les gros salaires des employés de l'Hôtel-de-Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'informer ledit Club que les salaires ont été fixés pour l'exercice 1915 et qu'il est impossible de revenir sur cette question.

28.—(24717) Soumise une réclamation de la "Durand Hardware Co.", en rapport avec le contrat accordé à la Compagnie F. J. Jago.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir si la faillite Deakin a rapport avec cette réclamation.

29.—(19978) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, en réponse à une interpellation du Conseil, au sujet de l'analyse fournie par la Compagnie "Elder Ebano".

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Conseil, en réponse à l'interpellation ci-dessus mentionnée.

30.—(24316) Soumise une résolution du Conseil, à l'effet de rejeter, pour certaines raisons y mentionnées, un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant de permettre à la Ville de Montréal. Est de raccorder ses égouts avec ceux de la Cité de Montréal.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef pour rapport contenant les conditions additionnelles qu'il jugera nécessaires.

31.—(23434) Soumise une résolution du Conseil, à l'effet de rejeter un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant le vote d'un crédit de \$1,270, pour construire deux passerelles, au-dessus des voies de la Compagnie du Chemin de Fer Pacifique, dans le quartier Notre-Dame de Grâce.

Sesolved: That the resolution adopted on the 18th December 1914, asking the Law Department to approve of the plans and specifications for the installation of supplementary machines at the Meurling Refuge Laundry, be reconsidered and amended so that the Law Department be requested to give a legal form to said plans and specifications.

23.—(24628) Submitted a report from the Law Department, approving of the two insurance policies furnished by the Foundation Co. Ltd.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said policies be transmitted to the City Comptroller.

24.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To authorize the refund to the Elder Ebano Asphalt Co. of a deposit of \$2,805 made in connection with their contract for the supply of artificial paving for the season of 1914, said blocks having been delivered to the satisfaction of the Public Works Department.

25.—(24742) Submitted a report from the Superintendent of the Light Department, recommending that an arc lamp be installed on Marquette street, between Laurier and St. Grégoire streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To authorize the installation of said lamp.

26.—Submitted a communication from Ald. Macdonald, anent the petition from Mr. C. Lewis asking that a retaining wall be erected on Notre-Dame de Grâce avenue.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Deputy Chief Engineer for a report, and to the Law Department for a report on the question of law.

27.—Submitted a communication from the "Club Ouvrier Municipal Papineau", asking that the big salaries of the City Hall employees be reduced.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said club be informed that the salaries have been fixed for the year 1915, and that it is impossible to reconsider this question.

28.—(24717) Submitted a claim from the Durand Hardware Co. in connection with the contract awarded to the F. J. Jago Co.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department in order to know if the said claim has anything to do with the Keakin bankruptcy.

29.—(19978) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, in reply to a question put by a member of Council anent the analysis of asphalt supplied by the Elder Ebano Co.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be transmitted to Council, in reply to the above mentioned question.

30.—(24316) Submitted a resolution of the Council, rejecting, for certain reasons therein mentioned, a report from the Board of Commissioners, recommending that the Town of Montreal East be allowed to connect its sewers with those of the City of Montreal.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Deputy Chief Engineer for a report containing such additional conditions as he may deem necessary.

31.—(23434) Submitted a resolution of Council, rejecting a report from the Board of Commissioners, recommending that an appropriation of \$1,270 be voted for the erection of two bridges over the C. P. R. Company's tracks, in Notre-Dame de Grâce Ward.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer les requérants de la décision du Conseil, et de référer de nouveau la question au Député-Ingénieur en Chef, pour savoir s'il n'est pas possible de venir en aide aux citoyens du quartier Notre-Dame de Grâce, par d'autres moyens que par la construction de passerelles.

32.—Soumise une communication de M. Geo. Overing, transmettant un arrangement, au sujet du service de l'eau, sur l'avenue Macdonald.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef, et au Surintendant de l'Aqueduc, pour rapport sur cet arrangement.

33.—Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, au sujet de la réclamation de M. Z. Langevin, pour dommages subis, par suite de l'élévation du niveau des rues Aylwin et Hochelaga.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer toute la question au Département des Réclamations.

34.—(23520) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, transmettant des renseignements additionnels, au sujet de l'égout du Boulevard Westmount.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour direction.

35.—(24308) Soumise une résolution du Conseil, à l'effet de rejeter, pour certaines raisons y mentionnées, un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant le paiement d'un compte de \$1,900, de M. H. R. Lordly, pour honoraires dus en rapport avec les travaux de l'Aqueduc.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer de nouveau la question au Surintendant de l'Aqueduc, avec instructions de faire un rapport supplémentaire de nature à satisfaire ladite résolution.

36.—(24710) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de l'application de la Compagnie du Pacifique Canadien, pour permis de construire des voies d'évitement aux rues Cartier, Chabot et Bordeaux.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour direction.

37.—(24535) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant de référer au Notaire de la Ville, les protêts de la "Osborne Park Land Co." et de la "Riverdale Park Co. Ltd.", avec prière de préparer et signifier à ces Compagnies, une réponse à leurs protêts dans le genre de la réponse qui a été faite à la "Greater Montreal Land Co.", et de signifier, en outre, à la Compagnie Cook, une copie de ces protêts.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Notaire de la Ville, avec instructions de donner suite à cette recommandation.

38.—(24409) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, en réponse à une question posée par l'échevin O'Connell, concernant l'égout de la rue Brennan.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir si, en vertu de la loi, les propriétaires sont tenus au paiement de cet égout, et au Député-Ingénieur en Chef, pour rapport sur les circonstances de la construction du pavage dudit égout.

39.—(24722) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant le vote d'une somme de \$4,500, payable \$400 par la Cité, et \$4,100 par les propriétaires intéressés, pour la construction d'un égout dans la rue Fafard, entre la rue Fortune et la rue projetée dans le quartier St-Gabriel.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the petitioners be informed of the Council's decision, and that the matter be again referred to the Deputy Chief Engineer, in order to know if there is any possibility of giving satisfaction to the citizens of Notre-Dame de Grâce Ward otherwise than by erecting bridges.

32.—Submitted a communication from Mr. Geo. Overing, transmitting an agreement anent the water supply on Macdonald avenue.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Deputy Chief Engineer and to the Superintendent of the Water Department for a report on said agreement.

33.—Submitted a report from the City Architect, anent a claim from Mr. Z. Langevin for damages arising from the raising of the level of Aylwin and Hochelaga streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the whole question be referred to the Claims Department.

34.—(23529) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, transmitting additional information anent the Westmount Boulevard sewer.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for advice.

35.—(24308) Submitted a resolution of the Council, rejecting, for the reasons mentioned therein, a report from the Board of Commissioners, recommending that an amount of \$1,900 be paid to Mr. H. R. Lordly for his fees in connection with the work done on the Aqueduc.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the question be again referred to the Superintendent of the Water Department for a supplementary report in order to comply with said resolution.

36.—(24710) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, anent the application made by the C. P. R. for permission to lay two sidings on Cartier, Chabot and Bordeaux streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the matter be referred to the Law Department for advice.

37.—(24535) Submitted a report from the Law Department, recommending that the protests from the Ross Realty Co., the Osborne Park Land Co. and the Riverdale Park Co. Ltd., be referred to the City Notary with instructions to prepare and serve upon said companies a reply to their protests in the same terms as that served upon the Greater Montreal Land Co. and serve, furthermore, upon the Cook Co. a copy of said protests.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the City Notary with instructions to give effect to said recommendation.

38.—(24409) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, in reply to a question put by Ald. O'Connell, concerning the Brennan street sewer.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the matter be referred to the Law Department in order to know if in virtue of the law, the proprietors are held to pay the cost of said sewer, and to the Deputy Chief Engineer for a report on the circumstances under which was paved said sewer.

39.—(24722) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending that a sum of \$4,500, payable \$400 by the City and \$4,100 by the interested proprietors, be voted for the laying of a sewer in Fafard street, between Fortune street and the proposed street in St. Gabriel Ward.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote de ladite somme, pour la construction dudit égout à la journée, après que le Département des Travaux Publics se sera assuré que les propriétaires consentent à laisser faire les travaux sans réclamer de dommages.

40.—(24264) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, en réponse à une question de l'échevin Larivière, au sujet des inspecteurs.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Conseil.

41.—(24766) Soumis un rapport de l'Ingénieur-Surintendant de la Voirie, transmettant des réponses aux questions qui lui ont été posées concernant la Compagnie des Tramways.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recevoir ledit rapport, et d'en transmettre copie à Son Honneur le Maire et à chacun des Commissaires.

42.—(24441) Soumise une communication de la Ville d'Outremont, au sujet du paiement des frais d'entretien de Charles Loudon, à l'Hôpital Alexandra.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour direction.

43.—(24597) Soumise une communication du Révérend Père Supérieur de l'Ecole d'Industrie, de Notre-Dame de Montfort, demandant à la Ville de payer une somme de \$200, représentant les frais, dans le procès du petit Amos.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement de ladite somme, sujet à l'approbation du Département en Loi.

44.—Soumise une communication de la "Hebrew Ladies Relief Society", sollicitant l'aide de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Directeur de l'Assistance Municipale pour rapport.

45.—(24715) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, transmettant une résolution de la Commission Spéciale de Secours, au sujet de l'exécution de travaux durant l'hiver.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recevoir ledit rapport.

46.—Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant de refuser la demande de M. E. McGregor, pour autorisation de placer des voitures, sur un lot vacant appartenant à la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et d'informer le requérant en conséquence.

47.—(24767) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, demandant le transport du bail de l'étal Nos 7 et 8, Marché Saint-Antoine, de M. L. Hershorn à M. Max. Cronberg.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

48.—(24397) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, au sujet du recensement des sans-travail, qui doit être fait par le Département de Police.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De donner instructions au Surintendant de Police, et au Directeur de l'Assistance Municipale, de s'entendre avec le Surintendant des Impressions, et de la Papeterie, pour faire faire les impressions nécessaires.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said sum be voted for the construction of said sewer by day labor, after the Public Works Department have ascertained that the proprietors will not claim any damages in the event of said sewer being laid.

40.—(24264) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, in reply to a question put by Ald. Larivière, anent the inspectors.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be transmitted to Council.

41.—(24766) Submitted a report from the Superintending Engineer of the Road Department, transmitting replies to questions put to him concerning the Tramways Co.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be received and that copy of same be transmitted to the Mayor and each of the Commissioners.

42.—(24441) Submitted a communication from the Town of Outremont anent the payment of expenses incurred for attending Charles London, at the Alexandra Hospital.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for advice.

43.—(24597) Submitted a communication from the Rev. Father Superior of the Industrial School of Notre-Dame de Montfort, asking the City to pay a sum of \$200 representing the costs in the case of young Amos.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That payment of said sum be authorized, subject to the Law Department's approval.

44.—Submitted a communication from the Hebrew Ladies Relief Society, asking for a grant.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Director of Municipal Assistance for a report.

45.—(24715) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, transmitting a resolution adopted by the Special Relief Committee anent the performance of works during the winter.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be received.

46.—Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that Mr. E. McGregor's application for authorization to place vehicles on a vacant lot belonging to the City, be not granted.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved and that the applicant be informed accordingly.

47.—(24767) Submitted a report from the Superintendent of Markets, asking that the lease of stall Nos. 7 and 8, St. Antoine Market, be transferred from Mr. L. Hershorn to Mr. Alex. Cronberg.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved.

48.—(24397) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, anent the census of the unemployed, which is to be made by the police Department.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That instructions be given to the Superintendent of Police and the Director of Municipal Assistance to confer with the Superintendent of the Printing and Stationery Department, in order to have the necessary printing done.

49.—(24819) Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil de prendre, sur les crédits de l'exercice courant, une somme de \$125, pour rembourser au Commissaire Hébert, les dépenses du voyage qu'il a fait à New-York, sur la prière de Son Honneur le Maire, pour faciliter l'emprunt de \$6,900,000.00.

50.—Soumise une demande de M. Roméo Sénécal, à l'effet de faire arroser, par la Ville, un rond à patiner.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Chef du Département des Incendies et à l'Ingénieur Surintendant de l'Aqueduc et au Surintendant des Parcs, pour prendre les mesures nécessaires, pour se rendre à cette demande, s'il n'y a pas d'objection.

M. le Commissaire Côté laisse son siège.

51.—(24728) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, transmettant la résignation du Capitaine Paul Charest, du Poste No 37.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'accepter ladite résignation, à compter du 1er janvier 1915.

52.—Soumis un rapport du Surintendant de Police, recommandant la mise à la retraite du Constable J. J. Hackett.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer de nouveau cette question au Département en Loi pour rapport.

53.—(24719) Soumis un rapport du Surintendant de Police, recommandant la remise, à M. C. E. Lamoureux, d'un dépôt de \$1,177, fait en rapport avec le contrat pour la fourniture des pardessus d'hiver des constables.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser la remise desdits dépôts.

54.—(24682) Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 28 décembre 1914, (interpellation de l'Echevin Létourneau), au sujet de la surveillance des cours de certaines grandes compagnies, par des constables de la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant de Police pour rapport.

55.—(24778) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, transmettant un compte du Dr A. K. Malouf, au montant de \$47, pour 4 conférences sur l'hygiène.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte, ex-crédit de \$3,000, voté pour conférences sur l'hygiène, pour l'année 1914.

56.—Le Bureau continue l'étude de la question des Tramways.

M. le Commissaire Côté reprend son siège.

M. le Commissaire McDonald fait lecture au Bureau de la partie suivante du projet soumis par Son Honneur le Maire.

"Attendu que la Cité de Montréal, par son contrat avec la "Montreal Street Railway Company" (la Compagnie des Tramways de Montréal), passé en exécution du Règlement No 210, a accordé à ladite Compagnie une franchise expirant le 18 août 1922, affectant le territoire qui en l'an 1892 comprenait la Cité de Montréal, tel qu'indiqué avec une bordure rouge sur le plan de l'Île de Montréal appelé "Plan A" ci-annexé;

Attendu que le Règlement No 234, et aussi un contrat passé entre la Cité et la Compagnie en date du 23 octobre 1901, tous deux amendant le contrat passé en exécution du Règle-

49.—(24819) On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that a sum of \$125, to be charged against the appropriations of the current year, be voted to refund to Commissioner Hébert his travelling expenses in connection with the trip which he made to New York, at His Worship the Mayor's request, in order to facilitate the loan of \$6,900,000.

50.—Submitted an application from Mr. Roméo Sénécal, asking that a skating rink be flooded.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief of the Fire Department and the Engineer Superintendent of the Waterworks and to the Superintendent of Parks with instructions to grant said request, if there is no objection thereto.

51.—(24728) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, transmitting the resignation of Captain Paul Charest of No. 37 Station.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said resignation be accepted, from the 1st January 1915.

52.—Submitted a report from the Superintendent of Police, recommending that constable Hackett be superannuated.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That this matter be again referred to the Law Department for a report.

53.—(24719) Submitted a report from the Superintendent of Police, recommending that Mr. C. E. Lamoureux be refunded a deposit of \$1,177 made in connection with the supply of constables' winter overcoats.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the refund of said deposit be authorized.

54.—(24682) Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 28th December 1914 (Ald. Létourneau's question), anent the policemen who watch over the yards of certain big companies.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Police for a report.

55.—(24778) Submitted a report from the Medical Health Officer, transmitting an account from Dr. A. K. Malouf, amounting to \$47 for 4 lectures on Hygiene.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That payment of the said account, ex-appropriation of \$3,000 voted for lectures on Hygiene for the year 1914, be authorized.

56.—The Board resumed consideration of the Tramway question.

Commissioner Côté took his seat.

Commissioner McDonald read to the Board the following part of the project submitted by His Worship the Mayor.

Whereas the City of Montreal by its contract with the Montreal Street Railway Company (The Montreal Tramways Co.) passed in pursuance of By-law No. 210, granted to the said Company a franchise expiring on the 18th August 1922, covering the territory which in the year 1892, composed the City of Montreal, as shown by a line tinted red on the map of the Island of Montreal called "Plan A" hereunto annexed;

Whereas By-law No. 234 as well as a contract passed between the City and the Company on the 23rd October 1901, both amending the contract passed in pursuance of

ment No 210, étendaient ladite franchise de manière à inclure le territoire de l'ancienne Ville de la Côte Saint-Louis, faisant maintenant partie du quartier Saint-Denis de la Cité de Montréal, tel qu'indiqué par des hachures sur le plan de l'Île de Montréal, appelé "Plan B", ci-annexé;

Attendu que d'autre part, la Compagnie a obtenu les franchises suivantes ailleurs que dans les territoires plus haut mentionnés, soit dans d'autres territoires faisant actuellement partie de la Cité de Montréal, soit dans des municipalités avoisinantes qui sont passibles de lui être annexés dans un avenir plus ou moins rapproché, lesdits territoires étant indiqués sur le plan de l'Île de Montréal appelé "Plan C", ci-annexé, les termes de ces franchises se lisant brièvement comme suit:

1° VILLAGE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES:—

Franchise exclusive de 40 ans, à compter du 1er mars 1913. La franchise donne le droit exclusif à la Compagnie de construire et opérer un chemin de fer de surface ou souterrain, au choix de la Compagnie, mû par la force électrique ou toute autre force motrice autre que la vapeur. Elle permet à la Compagnie de transporter des passagers, du fret et des malles, et la Ville ne peut accorder à une autre personne, société, corporation ou compagnie, aucune autre franchise pour le transport des passagers, du fret et des malles par tout moyen quelconque non déjà prévu dans le contrat avec la Compagnie dans le, sur le, au-dessous ou au-dessus du territoire de la municipalité, sans avoir, au préalable, offert à la Compagnie l'option de ce privilège, droit, pouvoir ou franchise.

La Compagnie est également exemptée de toute taxe quelconque pendant la durée de la franchise, et cette franchise est perpétuelle ou se renouvelle automatiquement si la Ville n'acquiert pas, à l'expiration de chaque période additionnelle de 5 ans, les propriétés de la Compagnie dans les limites de la Ville.

2° MONTREAL-EST:—

Même contrat que le précédent; les termes en sont identiques.

3° QUARTIER LONGUE-POINTE (Cité de Montréal):—

Franchise exclusive pour 10 ans, à compter du mois d'août 1902, avec exemption de toute taxe quelconque pour une période de 25 ans, à compter de la même date, ou franchise perpétuelle non exclusive sans contrat.

4° MAISONNEUVE:—

Franchise exclusive pour tramways de surface, pendant une période de 30 ans, à compter du 26 mai 1905. Prohibition à la Ville d'accorder des franchises pour tramways élevés avant d'en avoir fait l'offre à la Compagnie; cette franchise est pour le transport des passagers, du fret et des malles. La Compagnie est exemptée de taxes ordinaires annuelles pendant la durée de la franchise, et cette franchise est perpétuelle ou se renouvelle automatiquement si la Ville n'acquiert pas, à l'expiration des 30 ans, ou à l'expiration de chaque période additionnelle de 10 ans, les propriétés de la Compagnie dans les limites de la Ville.

5° QUARTIER ROSEMONT (Cité de Montréal):—

Franchise exclusive pour tramways de surface et pour le transport des passagers, du fret et des malles, pour une période de 50 ans, à compter du 8 janvier 1909, avec exemption de toute taxe quelconque pendant la durée de la franchise, et cette franchise est perpétuelle si la Ville n'acquiert pas, à l'expiration des 50 ans ou à l'expiration de chaque période additionnelle de 5 ans, les propriétés de la Compagnie.

6° VILLAGE DE LORIMIER (Quartier de Lorimier, Cité de Montréal):—

Franchise en faveur du Montreal Street Railway pour 25 ans, à compter du 24 juillet 1904, exclusive quant à l'opération d'un tramway de surface, pendant les 10 premières années avec exemption de toute taxe quelconque pendant toute la durée de la franchise, et cette franchise se renouvelle au-

By-law No. 210, extended the said franchise so as to include the territory of the former Town of Côte St-Louis, now forming part of St. Denis Ward of the City of Montreal, said territory being shown shaded on the map of the Island of Montreal, called "Plan B", hereunto annexed;

Whereas, on the other hand, the Company obtained the following franchises either in other territories now forming part of the City of Montreal or in the neighboring municipalities, which will likely be annexed to the City in near future, said territories being shown on the map of the Island of Montreal called "Plan C" hereunto annexed, the terms of such franchises being briefly as follows:

1° VILLAGE OF POINTE AUX TREMBLES:—

Franchise for 40 years, from March 1st, 1913, giving the Company the exclusive right to construct and operate, at its option, either a surface railway or an underground system, profiled by electric power or any power other than steam. The company is allowed to convey passengers, freight and mails, and the Town cannot grant to any other person, firm, corporation or company any other franchise for the transportation of passengers, freight or mails, by any means whatever not already provided for in the contract with the Company, in, on, over or under the territory of the municipality without having first offered the Company the option of said privilege, right, power or franchise.

The Company is exempted from all taxes whatsoever during the period of the franchise, and this franchise is practically perpetual as it is automatically renewed if the Town does not at the expiration of 40 years or at the end of each successive five years thereafter acquire the property of the Company within the limits of the Town.

2° MONTREAL EAST:—

Same contract as the above, the terms are similar.

3° LONGUE POINT WARD (City of Montreal):—

An exclusive franchise for ten years from August 1902, with complete exemption from taxes for 25 years, from the same date, or a non-exclusive perpetual franchise without contract.

4° MAISONNEUVE:—

An exclusive franchise for surface street railways, during a period of 30 years from May 26th 1905. The City not to grant any franchise for elevated street railways without first offering the same to the Company. This franchise covers the transportation of passengers, freight and mails. The Company is exempted from annual ordinary taxes during the period of the franchise and the latter is perpetual unless the City, at the expiry of the 30 years, or at the end of each successive 10 years thereafter, acquires the properties of the Company within the town.

5° ROSEMONT WARD (City of Montreal):—

An exclusive franchise for surface tramways for the conveyance of passengers, freight and mails, for a period of 50 years from January 8th, 1909, with exemption from all taxes whatsoever during the period of the franchise. The franchise is perpetual unless the town at the expiry of the 50 years, or at the end of each successive 5 years thereafter acquires the properties of the Company within the limits of the town.

6° VILLAGE OF DE LORIMIER (now de Lorimier Ward, City of Montreal):—

Franchise granted to the Montreal Street Railway for 25 years from July 24th, 1904, with exemption from all taxes whatsoever during the period of the franchise. The franchise is exclusive as to surface tramways during the first 10 years. Franchise automatically renewed (i.e. per-

tomatiquement à moins que la Ville n'acquiert, à l'expiration des 25 ans ou à l'expiration de chaque période additionnelle de 5 ans, les propriétés de la Compagnie. Cette franchise comprend le transport des passagers, du fret et des malles.

7° VILLAGE DE LORIMIER (Quartier de Lorimier, Cité de Montréal) :—

Franchise non-exclusive en faveur du Montreal Terminal Railway, pour une période de 20 ans, à compter du 18 janvier 1902.

8° VILLE SAINT-LOUIS (Quartier Laurier, Cité de Montréal) :—

Franchise exclusive pour une période de 30 ans, à partir du 31 octobre 1901, avec exemption de taxes pendant la durée de la franchise, comprenant le privilège de transporter des passagers, du fret et des malles, la Compagnie a la préférence pour l'établissement de voies élevées si celles-ci sont nécessaires, et à l'expiration de la franchise, la Ville est obligée d'acquérir les propriétés de la Compagnie dans les limites mentionnées du contrat ou de continuer la franchise pour une période de 10 ans.

9° TERRITOIRES COMPRIS DANS LES LIMITES DE VILLERAY, BORDEAUX, AHUNTSIC, COTE-DES-NEIGES ET MONT-ROYAL :—

La Compagnie a apparemment le droit d'opérer à perpétuité dans ce territoire, aucune clause d'achat en faveur de la Ville ne se trouvant dans ce contrat.

10° ANCIENNE PAROISSE DE SAINT-LAURENT (comprenant le VILLAGE DE CARTIERVILLE) :—

Franchise exclusive pour tramways de surface pour une période de 30 ans, à compter du 2 septembre 1895, qui se renouvelle automatiquement si la Ville n'acquiert pas les propriétés de la Compagnie à l'expiration de la franchise ou à l'expiration de chaque période de 5 années subséquentes.

11° PAROISSE DE SAINT-LAURENT (telle qu'elle existe actuellement) :—

Franchise exclusive pour tramways de surface, élevés ou souterrains, ou quelque autre mode de transport, au choix de la Compagnie, pour une période de 25 ans, à compter du 21 décembre 1912. Prohibition à la paroisse d'accorder toute autre franchise de quelque nature que ce soit, pour le transport dans ces limites, sans auparavant l'offrir à la Compagnie. La Compagnie est exemptée de toute taxe quelconque pendant la durée de la franchise, et cette franchise se renouvelle automatiquement ou est perpétuelle, à moins que la Municipalité n'acquiert les propriétés de la Compagnie à l'expiration de la franchise ou à l'expiration de chaque période de 5 ans.

12° VILLE SAINT-LAURENT :—

Franchise exclusive pour une période de 30 ans, à compter du 1er avril 1894, pour le transport des passagers, du fret et des malles, avec exemption de taxes pour une période de 25 ans, et cette franchise est perpétuelle ou se renouvelle automatiquement, à moins que la Ville n'acquiert les propriétés de la Compagnie à l'expiration des 30 ans ou à l'expiration de chaque période subséquente de 5 ans.

13° VILLE MONT-ROYAL (C. N. R. Model City) :—

Franchise exclusive de 25 ans, à compter de la mise en opération des lignes de tramways qui devront être construites.

14° VILLE D'OUTREMONT :—

Franchise exclusive pour le transport des passagers, du fret et des malles, pour une période de 30 ans, à compter du 8 février 1906, avec exemption de taxes durant toute la durée de la franchise. Prohibition à la Ville d'accorder des

perpetual) unless the town at the expiry of the 25 years or at the end of each successive 5 years thereafter, acquires the properties of the Company within the town. Covers passengers and mails.

7° VILLAGE OF DE LORIMIER (now de Lorimier Ward, City of Montreal) :—

Non-exclusive franchise in favor of Montreal Terminal Railway for 20 years from January 19th, 1902.

8° VILLE ST-LOUIS (now Laurier Ward, City of Montreal) :—

Exclusive franchise for 30 years from October 21st, 1901, concerning transportation of passengers, freight and mails, with exemption from taxes during the period of the franchise. The Company is to have the preference in the event of elevated street railways being required, and the town is held at the expiry of the 30 years to purchase the properties of the Company within the limits of the town or to renew the franchise for a further period of 10 years.

9° FORMER VILLAGES OF VILLERAY, BORDEAUX, AHUNTSIC, COTE DES NEIGES, AND MOUNT ROYAL :—

In this territory the Company apparently has the perpetual right to operate tramway lines, as there is no clause giving the City the power to acquire the Company's properties within the limits mentioned.

10° FORMER PARISH OF ST-LAURENT (including the incorporated village of Cartierville) :—

An exclusive franchise for surface tramways for a period of 30 years from September 2nd, 1895, but renewable automatically unless the municipality, at the expiry of the 30 years, or at the end of each subsequent 5 years period, acquires the properties of the Company within the limits mentioned.

11° PARISH OF ST-LAURENT (as it exists at present) :—

Exclusive franchise, covering surface, elevated or underground tramways or any other means of transportation, at the option of the Company, for a period of 25 years from December 21st, 1912. The parish cannot grant any other franchise for transportation within the limits mentioned, without first offering the same to the Company. The Company is exempted from taxes of any kind whatsoever and the franchise is automatically renewed unless the municipality, at the end of 25 years, or at the end of each successive 5 year period thereafter, acquires the properties of the Company within the limits of the municipality.

12° TOWN OF OUTREMONT :—

An exclusive franchise for 30 years from the 1st April 1894, for the transportation of passengers, freight and mails. The Company is exempted from taxes for 25 years. The franchise is renewable automatically, unless the Town, at the expiry of the 30 years, or at the end of any 5 year period thereafter, exercises its right to acquire the properties of the company within the limits of the Town.

13° TOWN OF MOUNT ROYAL (C. N. R. Model City) :—

An exclusive franchise for a period of 25 years from the date the proposed tramway line shall be put in operation.

14° CITY OF OUTREMONT :—

An exclusive franchise for 30 years from February 8th, 1906, which is renewable automatically, unless the City, at the expiry of the 30 years, or at the end of any 5 year period thereafter, acquires the properties of the Company

franchises pour voies élevées avant de les offrir à la Compagnie, et cette franchise est perpétuelle ou se renouvelle automatiquement, à moins que la Ville n'acquiert les propriétés de la Compagnie, à l'expiration des 30 ans ou à l'expiration de chaque période subséquente de 5 années.

15° NOTRE-DAME DE GRACES:—

Franchise exclusive de 50 ans à partir du 7 novembre 1907, pour le transport des passagers, du fret et des malles, au moyen de tramways de surface, avec exemption de taxes durant la durée de la franchise qui se renouvelle automatiquement, à moins que la Ville n'acquiert les propriétés de la Compagnie, à l'expiration de la franchise ou à l'expiration de chaque période subséquente de 5 années.

16° VILLE DE WESTMOUNT:—

Franchise exclusive pour tramways de surface pour une période de 30 ans, à compter du 18 mai 1904, avec exemption de taxes durant la durée de la franchise. La Ville a le droit d'acquérir les propriétés de la Compagnie dans ses limites à l'expiration des 30 ans ou à l'expiration de chaque période subséquente de 5 années. La franchise se renouvelle automatiquement à défaut de cette acquisition.

17° MONTREAL-OUEST:—

Franchise exclusive quant au tramway de surface pour le transport des passagers, du fret et des malles, pour une période de 50 ans, à compter du 23 décembre 1911, avec exemption de taxes durant toute la durée de la franchise. Prohibition à la Ville d'accorder aucune autre franchise sans d'abord l'offrir à la Compagnie, et cette franchise est perpétuelle ou se renouvelle automatiquement à moins que la Ville n'acquiert les propriétés de la Compagnie, à l'expiration des 50 ans ou à l'expiration de chaque période subséquente de 5 années.

18° SAINTE-CUNEGONDE:—

Franchise exclusive pour tramway de surface ou élevé, ou moyen de transport de quelque nature que ce soit, excepté souterrain, pour le transport des passagers, pour une période de 50 ans, à compter du 11 décembre 1891, avec exemption de taxes pendant une période de 20 ans. Cette franchise est perpétuelle ou se renouvelle automatiquement à moins que la Ville n'acquiert les propriétés de la Compagnie, à l'expiration des 50 ans, ou à l'expiration de chaque période subséquente de 5 années.

19° SAINT-HENRI:—

Franchise exclusive pour le transport des passagers, quant au tramway de surface, pour une période de 30 ans, et exclusive quant aux voies élevées pour une période de 50 ans, à compter du 15 décembre 1891, avec exemption de taxes pour une période de 20 ans, et cette franchise est perpétuelle ou se renouvelle automatiquement à moins que la Ville n'acquiert les propriétés de la Compagnie à l'expiration de la franchise, ou à l'expiration de chaque période subséquente de 5 années.

20° TERRITOIRE COMPRIS DANS L'ANCIENNE VILLE SAINT-PAUL:—

Franchise exclusive pour le transport des passagers, du fret et des malles, par les tramways de surface pour une période de 30 ans, à compter du 14 janvier 1901, avec exemption de taxes pendant la durée de la franchise, et cette franchise est perpétuelle et se renouvelle automatiquement, à moins que la Ville n'acquiert les propriétés de la Compagnie à l'expiration des 30 ans ou à l'expiration de chaque période subséquente de 5 années.

21° VILLE DE VERDUN:—

Franchise exclusive pour le transport des passagers, du fret et des malles, par les tramways de surface, pour une période de 30 ans, à compter du 5 janvier 1899, avec exemption de taxes pendant la durée de la franchise, et cette franchise est perpétuelle ou se renouvelle automatiquement, à moins

within the limits of the City. The franchise covers the transportation of passengers, freight and mails, and the City cannot grant any franchise for elevated street railways without first offering the same to the Company. The Company is exempt from taxes during the period of the franchise.

15° NOTRE-DAME DE GRACES:—

An exclusive franchise for 50 years from November 7th 1907, for the transportation of passengers, freight and mails, by surface tramways, with exemption from taxes during the term of the franchise which is renewable automatically, unless the Town, at the expiry of the franchise or at the end of any subsequent 5 year period, exercises its right to purchase the properties of the Company within the limits of the Town.

16° CITY OF WESTMOUNT:—

An exclusive franchise for surface tramways for 30 years from May 18th, 1904, with exemption from taxes during the term of the franchise. The City has the right to acquire the Company's properties within its limits at the expiry of the 30 years, or at the end of any subsequent 5 year period. In the event of such right not being exercised by the City, the franchise is renewable automatically.

17° MONTREAL WEST:—

Exclusive franchise for surface tramways covering transportation of passengers, freight and mails, for 50 years from December 23rd, 1911, with exemption from taxes during the period of the franchise. The Town cannot grant any other franchise without first offering the same to the Company. The franchise is renewable automatically unless the Town, at the expiry of the 50 years, or at the end of any subsequent 5 year period, exercises its right to acquire the properties of the Company within the limits of the Town.

18° ST. CUNEGONDE:—

Exclusive franchise for surface or elevated tramways or any transportation system whatsoever except underground lines, for a period of 50 years from December 11th 1891, covering transportation of passengers. Exemption from taxes for 20 years. This franchise is perpetually renewable unless the Town, at the expiry of the 50 years, or at the end of any subsequent 5 year period, acquires the properties of the Company, within the limits of the Town.

19° ST. HENRY:—

An exclusive franchise for surface tramways for 30 years, or for elevated tracks for 50 years from December 15th, 1891, with exemption from taxes for 20 years. The franchise is perpetually renewable unless the Town, at the expiry of the period of the franchise, or at the end of any subsequent 5 year period, acquires the properties of the Company within the limits of the Town.

20° TERRITORY OF THE FORMER TOWN OF ST. PAUL:—

An exclusive franchise for surface tramways for passengers, freight and mails, for 30 years from January 14th, 1901, with exemption from taxes during the period of the franchise, which is perpetually renewable automatically unless the Town, at the expiry of the period of 30 years, or at the end of any subsequent 5 year period, acquires the properties of the Company within the limits of the Town.

21° TOWN OF VERDUN:—

An exclusive franchise for surface tramways for passengers, freight and mails, for 30 years from January 5th, 1899, with exemption from taxes during the period of the franchise which is perpetually renewable automatically, unless the Town, at the expiry of the franchise, or at the

qu la Ville n'acquiert les propriétés de la Compagnie à l'expiration de la franchise, ou à l'expiration de chaque période subséquente de 5 années.

22° VILLE DE LACHINE:—

Franchise exclusive pour le transport des passagers par les tramways de surface pour une période de 20 ans, à compter du 4 octobre 1893, avec exemption de taxes pendant la durée de la franchise.

23° PAROISSE DE LACHINE:—

Franchise exclusive pour une période de 20 ans, à compter du 4 octobre 1893, avec exemption de taxes pendant la durée de la franchise. Le contrat contient la clause ordinaire du rachat de la propriété de la Compagnie par la Municipalité.

Attendu que dans la plupart des cas, la Compagnie a aussi obtenu des exemptions de taxes dans le territoire non désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements, et qu'il est urgent de faire cesser cet état de choses;"

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que les attendus référant aux franchises soient référés à l'Avocat de la Cité, quant aux faits et droits que comportent ces dites franchises, et pour en indiquer la valeur légale sans le renouvellement du Règlement 210 et amendements.

57.—Compagnie "F. J. Jago Co., Ltd.", est l'entrepreneur du contrat No 4 pour le système de filtration des eaux de l'Aqueduc.

Les travaux en rapport avec ce contrat sont environ au deux tiers terminés. Le prix du contrat est de \$159,500.

La Compagnie a fait un dépôt de garantie de \$15,000. Elle a retiré jusqu'à présent, sur les estimés des Ingénieurs, une somme de \$94,140.05. La Ville a retenu jusqu'à présent, sur le prix du contrat, une somme de \$16,612.95. La valeur des travaux complétés est de \$110,753 et la valeur des travaux à faire est de \$48,747. La Ville se trouve à avoir \$80,359.95 en mains comme balance du prix du contrat, comme retenue et comme dépôt, pour la garantir contre \$48,747 de travaux à faire.

La Compagnie, vu les conditions financières actuelles, demande qu'une avance de \$7,500 lui soit faite, par ce que ses fournisseurs de matériaux exigent le paiement de leurs fournitures au comptant.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Vu les faits ci-dessus, et le rapport de l'Ingénieur en Charge des travaux du système de filtration, et du Surintendant de l'Aqueduc, en date du 5 janvier courant, et vu que la Cité se trouve suffisamment protégée en faisant l'avance demandée, qu'une avance de \$7,500 soit faite à ladite Compagnie "F. J. Jago Co., Ltd.", à être imputée sur la somme de \$16,612.95, retenue par la Cité, le tout sans préjudices aux conditions du contrat existant entre la Ville et ladite Compagnie.

58.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée à samedi, le 9 courant, à 11 hrs a.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

end of any subsequent 5 year period, acquires the properties of the Company, within the limits of the Town.

22° TOWN OF LACHINE:—

An exclusive franchise for surface tramways for passengers, for a period of 20 years from February 16th 1899, with exemption from taxes during the period of the franchise.

23° PARISH OF LACHINE:—

An exclusive franchise for a period of 20 years from October 4th, 1893, with exemption from taxes during that period. Contains the usual clauses as to purchase of the railways by the municipality.

Whereas in most cases, the Company has also been exempted from taxation in the territory not designated in By-law No. 210 and its amendments, and such state of things should no longer be permitted to exist;

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the clauses of the above project relating to the franchises granted be referred to the City Attorney for a report on the rights which such franchises imply and on the legal validity thereof without the renewal of By-law No. 210 and its amendments.

57.—The J. Jago Co., Ltd., is the contractor for the filtration plant (Contract No. 4).

The works in connection with said Contract No. 4 are completed to the extent of about two thirds. The contract price is \$159,500.

The Company has made a guarantee deposit of \$15,000. It has been paid so far, on the estimates of the engineers, a sum of \$94,140.05. The City has retained up to the present time from the contract price a sum of \$16,612.95. The value of the works completed is \$110,753.00 and the value of the works still to be performed is \$48,747. The City has on hand an amount of \$80,359.95, representing the balance of the contract price, the percentage retained and the deposit made, as guarantee for the balance of the works to be done (\$48,747.00).

The Company, in view of the existing financial conditions, asks that an advance of \$7,500 be made to it, owing to the fact that the firms supplying it with materials require the payment of their supplies in cash.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: In view of the above facts and of the report of the Engineer in charge of the works at the filtration plant and of the Superintendent of the Water Department, under date of 5th January instant, and inasmuch as the City would still be sufficiently protected after making the advance applied for, that a sum of \$7,500 be advanced to the said F. J. Jago Co., Ltd., the same to be charged against the amount of \$16,612.95 retained by the City, the whole without prejudice to the conditions of the contract existing between the City and the said Company.

58.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the meeting be adjourned until Saturday, the 9th instant, at 11 a.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

COMMISSION SPECIALE**"Re" Tunnel sous le Canal Lachine**

Compte rendu de l'assemblée du 8 janvier 1915.

Sont présents: MM. les échevins O'Connell, président, L. A. Lapointe, Elie, Létourneau, Larivière, Bastien, N. Lapointe et Barbeau.

Sont aussi présents: MM. les Commissaires Ainey et McDonald et M. Geo. R. McLeod, Ingénieur des Ponts, etc.

La Commission entend les explications des membres du Bureau des Commissaires assistant à l'assemblée, ainsi que de M. McLeod et, après mûre délibération,

Sur la proposition de M. l'éch. ELIE, appuyée par M. l'éch. LETOURNEAU, il est

Résolu: De soumettre au Conseil le rapport suivant, savoir:

La Commission Spéciale, chargée par le Conseil d'étudier le rapport ci-joint du Bureau des Commissaires à l'effet de voter un crédit de \$1,500, re construction d'un tunnel au-dessous du canal Lachine, à l'honneur de faire rapport

Que, conformément aux instructions du Conseil, elle a pris en considération le rapport ci-annexé du Bureau des Commissaires à l'effet de voter un crédit de \$1,500 pour la préparation d'un plan et les études préliminaires en rapport avec la construction d'un tunnel sous le canal Lachine, ledit rapport contenant aussi certaines autres recommandations.

Après avoir étudié attentivement cette importante question, votre Commission croit devoir exprimer l'opinion que la construction de ce tunnel améliorerait dans une large mesure la circulation dans les environs dudit tunnel;

Elle recommande en conséquence que, sans que soit approuvé le rapport du Bureau des Commissaires tel que rédigé, une somme de \$1,500 soit votée pour la préparation d'un plan complet, contenant tous les détails nécessaires en rapport avec la construction d'un tunnel devant relier les deux rives du canal, à l'endroit le plus convenable, avec l'entente que ladite somme de \$1,500 devra couvrir toutes les dépenses à encourir pour études préliminaires, sondages, préparation de plan, etc., relatifs à ce projet.

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,
Secrétaire.

SPECIAL COMMITTEE**"Re" Tunnel under the Lachine Canal**

Report of meeting held on the 8th January 1915.

Present: Ald. O'Connell, Chairman, L. A. Lapointe, Elie, Létourneau, Larivière, Bastien, N. Lapointe and Barbeau.

Were also present: Commissioners Ainey and McDonald and Mr. Geo. McLeod, Engineer of bridges, etc.

The Committee heard the explanations given by the members of the Board of Commissioners attending the meeting and by Mr. McLeod and, after due deliberation, it was

On motion of Ald. ELIE, seconded by Ald. LETOURNEAU,

Resolved: That the following report be submitted to the Council, to wit:

The Special Committee appointed by the Council to consider the report hereunto annexed from the Board of Commissioners, to vote an appropriation of \$1,500 re construction of a tunnel under the Lachine Canal,

Respectfully report:

That, as directed by the Council, they have considered the report hereunto annexed from the Board of Commissioners, to vote an appropriation of \$1,500 for the preparation of a plan and for making a preliminary survey in connection with the construction of a tunnel under the Lachine Canal, the said report containing also certain other recommendations.

After carefully considering this important question, your Committee beg to state that they are of opinion that the construction of such tunnel would considerably improve traffic in the vicinity of said Canal.

They therefore recommend that, without approving the report of the Board of Commissioners as drafted, a sum of \$1,500 be voted for the preparation of a complete plan, containing all the necessary details in connection with the construction of a tunnel connecting both banks of the Canal, close to Wellington Bridge, with the understanding that the said sum of \$1,500 shall cover all the expenses to be incurred for preliminary survey, preparation of plan, etc., in respect of such project.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 9 janvier 1915, a.m.

MM. les Commissaires Côté, Hébert et McOonald.

En l'absence de Son Honneur le Maire, M. le Commissaire McDonald est appelé à présider.

1.—Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant le vote d'un crédit de \$125,000, pour payer le coût de l'enlèvement de la neige des trottoirs jusqu'au mois d'avril prochain.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil, en conséquence.

2.—(17521) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant le paiement au contracteur Dineen, d'une somme de \$2,431.33, pour travaux supplémentaires faits, en rapport avec la construction d'égouts, dans le quartier Mont-Royal, et sur la Côte Saint-Luc.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser le paiement de ladite somme.

3.—Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant d'accepter l'offre de la "Westlea Realty Co., Ltd.", de céder à la Cité, gratuitement et sans conditions, la moitié ouest de l'avenue Oxford, depuis la rue Saint-Jacques, jusqu'à la ligne du droit passage du Pacifique Canadien, et depuis l'avenue Notre-Dame de Grâce, jusqu'à l'avenue Monkland.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil l'acceptation de ladite offre.

4.—(24782) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de l'avis donné par la "Montreal Light, Heat & Power Co." de son intention d'installer des poteaux dans les rues Louis Veillot et Hôtel-de-Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil l'octroi de l'autorisation demandée aux conditions ordinaires.

M. le Commissaires Ainey prend son siège.

5.—(24426) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, transmettant certains renseignements demandés par le Département en Loi, en rapport avec le prolongement du Boulevard Saint-Laurent.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Département en Loi, en l'informant, en outre, qu'une autre raison des retards apportés est l'exécution du contrat pour l'enfouissement des fils.

6.—Soumis des mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant de \$21,892.11, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

7.—(24536) Soumise une communication du Notaire de la Ville, au sujet du contrat "Gest", pour la construction de conduits souterrains, dans le Boulevard Saint-Laurent.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir:

1° Si la Ville a le droit d'insérer dans ses contrats, pour la construction des conduits souterrains, la clause dite "des Salaires Raisonables";

BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 9th January 1915, a.m.

Messrs. Côté, Hébert and McDonald, Commissioners.

In the absence of His Worship the Mayor, Commissioner McDonald was called to the Chair.

1.—Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending that an appropriation of \$125,000 be voted to pay the cost of snow removal from the sidewalks until April next.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

2.—(17521) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending the payment to Mr. Dineen, contractor, of a sum of \$2,431.33 for extra work done in connection with the construction of sewers in Mount Royal Ward and on Côte St. Luc.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That payment of said sum be authorized.

3.—Submitted a report from the Deputy Chief Engineer recommending that the offer of the Westlea Realty Co., Ltd., to cede to the City gratuitously and unconditionally the west half of Oxford avenue, from St. James street to the line of the Canadian Pacific Railway Company's right of way and from Notre-Dame de Grâce avenue to Monkland avenue, be accepted.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said offer be accepted.

4.—(24782) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer anent the notice given by the Montreal Light, Heat & Power Co. of its intention to erect poles on Louis Veillot and Hôtel de Ville avenues.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said authorization be granted on the usual conditions.

Commissioner Ainey took his seat.

5.—(24426) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, transmitting certain information asked for by the Law Department in connection with the extension of St. Lawrence Boulevard.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be transmitted to the Law Department and to inform said Department that another reason for the delays referred to is the carrying out of the contract for the placing of the wires under ground.

6.—Submitted warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting to \$21,892.11, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That payment of same be authorized.

7.—(24536) Submitted a communication from the City Notary anent the Gest contract for the laying of underground conduits on St. Lawrence Boulevard.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department in order to know:

1° If the City has the right to insert in its contracts, for the laying of underground conduits, the Fair Wages Schedule;

2° Si elle en a le droit, la Commission des Services Electriques aura-t-elle le droit de répartir la différence du coût, en admettant qu'il y ait différence en plus sur les compagnies ou personnes intéressées.

M. le Commissaire McDonald laisse son siège, et en son absence M. le Commissaire Ainey préside.

8.—(24720) Soumise une interpellation du Conseil, demandant au Bureau des Commissaires de lui transmettre le résultat des négociations, dans l'affaire des Tramways.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer le Conseil que cette question est sous considération immédiate.

9.—(24720) Soumise une offre de la "Midland Park Land Co.", de céder une certaine lisière de terrain à la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef pour rapport.

M. le Commissaire McDonald reprend son siège.

10.—(22614) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, au sujet de la distribution qui a été faite de bois, aux familles indigentes.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et de donner instructions à l'Agent des Achats et des Ventes d'inclure, dans la prochaine liste d'articles à vendre à l'enchère, les 30 cordes de bois qui se trouvent au Parc Baldwin.

11.—(20143) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de la continuation et de l'élargissement de la rue Isabeau.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Président du Bureau des Estimateurs pour rapport sur l'évaluation dudit terrain.

12.—(22585) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, informant le Bureau que la Compagnie des Tramways ne s'est pas rendue à la demande qui lui a été faite, par la Ville, d'établir, pour six mois, un service allant du nord au sud, et ensuite de vers l'est, sur la rue Sainte-Catherine.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'insister, auprès de la Compagnie, pour faire établir ce système, et de l'informer que le Bureau des Commissaires ne croit pas valable l'explication donnée par la Compagnie, qu'elle ne pouvait pas établir ce système parce qu'elle n'avait pas de rails courbes, attendu que le même cas s'est présenté dans le quartier Longue-Pointe, et que la Compagnie a trouvé le moyen d'exécuter ces travaux.

13.—(24563) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet du paiement du coût de l'égout à construire dans la rue Letang.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour direction.

14.—(23090) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, recommandant de ne pas payer le salaire de M. Joseph Nelson Lalonde, inspecteur du Département des Egouts, actuellement en service militaire.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et de rescinder à cet effet la résolution du 5 octobre dernier.

15.—(23925) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant d'affecter un crédit supplémentaire de \$2,700, pour la construction de l'égout-intercepteur du Canal Lachine, construit dans la rue Saint-Patrice.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

2° If it has such right, will the Electric Service Commission have the right to apportion the difference of the cost, assuming that there is a surplus due by the Companies or persons interested.

Commissioner McDonald left his seat and in his absence Commissioner Ainey took the Chair.

8.—(24720) Submitted a question put by a member of Council, asking that the Board of Commissioners transmit to Council the result of their negotiations re tramways.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That Council be informed that this question is being considered.

9.—(24720) Submitted an offer from the Midland Park Land Co. to cede a certain strip of land to the City.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Deputy Chief Engineer for a report.

Commissioner McDonald took his seat.

10.—(22614) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, anent the distribution of fire wood which has been delivered to destitute families.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved and that instructions be given to the Purchasing and Sales Agent to include in the next list of articles to be sold by auction, the 30 cords of wood which are in Baldwin Park.

11.—(20143) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer anent the extension and widening of Isabeau street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chairman of the Board of Assessors for a report on the assessed value of the said land.

12.—(22585) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, informing the Board that the Tramways Co. has not complied with the request made by the City, that a tramway service from north to south, and then eastwards, on St. Catherine street, be established for 6 months.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To write to the Tramways Co., insisting upon the establishment of the said route, and to inform said Company that the Board of Commissioners do not consider the explanation given by said Company, to wit: that it cannot establish said system because it has no curved rails, as a valid excuse inasmuch as similar conditions existed in Longue Point Ward, and the Company managed to give the service required.

13.—(24563) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, anent the payment of the cost of the sewer to be laid in Letang street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for advice.

14.—(23090) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, recommending that the salary of Mr. Joseph Nelson Lalonde, Inspector in the Sewers Department, now on military service, be not paid.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved and that the resolution adopted on the 5th October last, in this connection, be rescinded.

15.—(23925) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending that a supplementary appropriation of \$2,700 be voted for the construction of the Lachine Canal intercepting sewer in St. Patrick street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

16.—(23630) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, déclarant que la Ville n'a pas le droit d'accorder la demande de la "Immigration Aid Society Number 1", pour une diminution de taxe d'eau.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'informer ladite Société en conséquence.

17.—(24777) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, recommandant de louer à M. Ivan Breda, l'étal No 79, Marché Bonsecours, pourvu qu'il consente à payer les arriérés qui s'élèvent à \$15 en tout, au 9 janvier courant.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

18.—Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, informant le Bureau que le Gouvernement Provincial a nommé M. Richard Marchand, assistant-inspecteur des Chaudières, examinateur d'inspecteurs et d'ingénieurs-stationnaires pour la Province de Québec.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver cette nomination, pourvu que le travail qu'elle comporte se fasse en dehors des heures de bureau, et que chaque fois que M. Marchand devra s'absenter, il en demande la permission au Commissaire en charge de son département;

La présente résolution devant aussi s'appliquer à M. Valiquette, E. F., ingénieur-mécanicien de l'Aqueduc.

M. le Commissaire McDonald désire enrégistrer sa dissidence parce qu'il n'est pas d'accord sur le principe de la question.

19.—Soumise une communication de M. C. W. Lindsay, au sujet du bruit causé par les camions-automobiles.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Chef du Département des Incendies pour rapport.

20.—(23728) Soumis un rapport conjoint de l'Architecte de la Ville et du Surintendant des Edifices Municipaux sur les soumissions reçues, pour la construction de grillage en fer, de verres prismatiques et de portes tournantes.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'accorder le contrat aux plus bas soumissionnaires, savoir:

GRILLAGE EN FER

de Lorimier Architectural Iron Works \$ 74.35

VERRES PRISMATIQUES

Hobbs Manufacturing Co., moins 3% à 30 jours .. 270.00

et que la question de la construction des portes tournantes soit remise à plus tard.

21.—Sur proposition de M. le Commissaires Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil au reçu du rapport du Surintendant de Police, contenant les réponses aux questions posées par M. l'échevin L. A. Lapointe, au sujet des maisons de jeux, etc., pour transmettre ledit rapport au Conseil.

22.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 12 du courant, à 3.00 hrs p.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

Resolved: That said recommendation be approved.

16.—(23630) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, stating that the City has not the power to grant the application of the Immigration Aid Society No. 1, for a reduction of water rate.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said Society be informed accordingly.

17.—(24777) Submitted a report from the Superintendent of Markets, recommending that Stall No. 79, Bonsecours Market, be rented to Mr. Ivan Breda, provided he consents to pay the arrears amounting in all to \$15 up to the 9th January instant.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved.

18.—Submitted a report from the City Architect, informing the Board that the Provincial Government has appointed Mr. Richard Marchand assistant-boiler inspector, examiner of inspectors and stationary engineers for the Province of Quebec.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said appointment be approved, provided the work in connection with said position be done outside of office hours, and that whenever Mr. Marchand may have to absent himself, he shall ask for permission to do so from the Commissioner in charge of his department.

The present resolution will also apply to Mr. E. F. Valiquette, mechanical engineer of the Water Works.

Commissioner McDonald asked that his name be entered as dissenting as he did not approve the principle of this resolution.

19.—Submitted a communication from Mr. C. W. Lindsay anent the noise caused by motor trucks.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the Fire Department for a report.

20.—(23728) Submitted a joint report from the City Architect and Superintendent of Municipal Buildings, anent the tenders received for the construction of an iron grating, prismatic glass and revolving doors.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said contract be awarded to the lowest tenderer, viz.:

IRON GRATING

De Lorimier Architectural Iron Works.. . . . \$ 74.35

PRISMATIC GLASS

Hobbs Mfg. Co., less 3% at 30 days 270.00

and that the question of constructing revolving doors be deferred.

21.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That on receipt of the report from the Superintendent of Police, containing the replies to the questions put by Ald. L. A. Lapointe anent gambling houses, etc., a report be made to Council, transmitting the said report to Council.

22.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 12th instant, at 3 p.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 11 janvier 1915, a.m.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Loranger, Turcot, Boyd, Ménard, Mayrand, Giroux.

Soumis et lus certains amendements à la Charte suggérés par l'Avocat en Chef de la Cité, savoir:

- 1° Au sujet du titre de la Ville à la propriété des immeubles expropriés;
- 2° Au sujet de l'application de l'article 358 de la Charte;
- 3° A l'effet d'amender l'article 452 de la Charte.

Résolu: De recommander au Conseil d'approuver ces amendements et de les insérer dans le bill qui sera présenté à la Législature Provinciale.

Vu que, par suite du décès de l'Honorable Conseiller Législatif M. Trefflé Berthiaume, il est devenu nécessaire de confier la charge du bill de la Cité à un autre membre du Conseil Législatif, il est

Résolu: De recommander au Conseil que l'Honorable M. Alphonse Racine soit prié de prendre charge de ce bill devant le Conseil Législatif, et de recommander aussi que M. l'échevin Turcot, M.P.P., soit prié de prendre charge dudit bill devant l'Assemblée Législative; que la résolution du Conseil du 17 décembre 1914 soit modifiée et qu'à cette fin la Règle 69 des Règles du Conseil soit suspendue.

Soumise et lue une résolution du Conseil, en date du 30 décembre dernier, transmettant à cette Commission une requête de citoyens du quartier Longue-Pointe, demandant que le nom de ce quartier soit changé en celui de Mercier, et priant la Commission de Législation de prendre les mesures nécessaires pour faire amender la Charte en conséquence;

A ce sujet, M. l'échevin Giroux soumet une requête de contribuables du même quartier s'opposant au changement de ce nom.

Et, un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin Loranger, il est

Résolu: Que la requête en question ainsi que la contre-requête soient retournées au Conseil, et que ce dernier soit informé que, vu l'existence de cette contre-requête, la Commission ne croit pas devoir prendre de décision sur la requête qui lui a été en premier lieu soumise, afin que le Conseil ait l'opportunité de décider s'il doit ou ne doit pas reconsidérer la résolution qu'il a adoptée le 30 décembre dernier accordant la requête demandant le changement du nom du quartier Longue-Pointe.

(M. l'échevin Turcot, dissident.)

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,
Secrétaire.

LEGISLATION COMMITTEE

Report of meeting held on the 11th January 1915.

Were present: Ald. L. A. Lapointe, Chairman, Loranger, Turcot, Boyd, Ménard, Mayrand, Giroux.

Submitted and read certain amendments to the Charter, suggested by the City Attorney, viz.:

- 1° Anent the title of the City to the ownership of expropriated immoveables;
- 2° Anent the application of article 358 of the Charter;
- 3° To amend Art. 452 of the Charter.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said amendments be approved and that they be inserted in the Bill which will be presented to the Provincial Legislature.

In view of the demise of Hon. Mr. T. Berthiaume, Legislative Councillor, it has become necessary that another member of the Legislative Council be requested to take charge of the City's Bill.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that Hon. Alphonse Racine be requested to take charge of said bill before the Legislative Council, and that Ald. Turcot, M.P.P., be also requested to take charge of said bill before the Legislative Assembly; that the resolution of Council of the 17th December 1914 be amended to that effect that Rule 69 of the Rules of Council be suspended for such purpose.

Submitted and read a resolution of Council dated the 30th December last, transmitting to this Committee a petition from citizens of Longue Pointe Ward, asking that the name of said ward be changed to that of Mercier, and requesting the Legislation Committee to take the necessary measures in order to have the Charter amended accordingly.

In this connection, Ald. Giroux submitted a petition from ratepayers of said ward, objecting to such change of name.

And a debate arising,

On motion of Ald. Loranger, it was

Resolved: That the petition in question as well as the counter-petition, be referred back to Council and that the latter be informed that, owing to said counter-petition, this Committee do not deem it advisable to take any action on the petition which was submitted to it in the first place, in order that the Council may have an opportunity to decide whether it should or should not reconsider the resolution which it adopted on the 30th December last, granting the petition asking that the name of Longue Pointe Ward be changed. (Ald. Turcot dissenting.)

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

COMMISSION SPECIALE

Au sujet de la fourniture d'asphalte à la Cité

Compte rendu de l'assemblée du 5 novembre 1914.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Larivière et Ménard.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé.

Il est alors

Résolu: De donner instructions au Secrétaire de préparer pour la prochaine réunion de cette Commission un état démontrant d'après les documents soumis et les témoignages rendus:

- 1° La quantité exacte d'asphalte et de blocs "shawmut" fournie à la Cité depuis 2 ans;
- 2° La quantité d'asphalte et de blocs "shawmut" que la Cité a actuellement en magasin;
- 3° La qualité d'asphalte fournie à la Cité;
- 4° Les prix payés pour l'asphalte et les blocs "shawmut", et si ces prix étaient ceux mentionnés dans les contrats passés entre la Cité et la Compagnie Elder Ebano.

M. Louis J. Primeau, Surveillant des Matériaux, du Département des Achats et des Ventes, est alors assermenté par le Président et répond aux questions qui lui sont posées.

M. Paul Mercier, Assistant-Ingénieur en Chef de la Cité, dépose devant la Commission une partie des différents rapports qui lui ont été demandés au sujet de la quantité d'asphalte et de blocs "shawmut" fournie à la Cité.

Il dépose aussi devant la Commission une copie des analyses qui ont été faites de l'asphalte fourni à la Cité par la Compagnie Elder Ebano.

Le Secrétaire reçoit instructions de se procurer une copie de la lettre que M. le Commissaire Hébert a lue devant la Commission à sa dernière séance, et de déposer cette copie de lettre au dossier.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

SPECIAL COMMITTEE

Concerning the supply of asphalt to the City.

Report of meeting held on the 5th November, 1914.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Larivière and Ménard.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

It was then

Resolved: That instructions be given to the Secretary to prepare, for the next meeting of this Committee, a statement showing as per the documents submitted and the evidence given:

- 1° The exact quantity of asphalt and shawmut blocks supplied to the City since 2 years;
- 2° The quantity of asphalt and shawmut blocks which the City has now in store;
- 3° The quantity of asphalt supplied to the City;
- 4° The prices paid for asphalt and shawmut blocks, and whether said prices were those mentioned in the contracts passed between the City and the Elder Ebano Asphalt Co.

Mr. Louis J. Primeau, Supervisor of Materials, of the Purchasing and Sales department, was then sworn by the chairman and answered the questions which were put to him.

Mr. Paul Mercier, Asst.-Chief Engineer, laid before the Committee some of the different reports which he was requested to submit in connection with the quantity of asphalt and shawmut blocks supplied to the City.

He also laid before the Committee a copy of the analysis made of asphalt supplied to the City by the Elder Ebano Company.

The Secretary was instructed to secure a copy of the letter which Mr. Commissioner Hébert read before the Committee at its last meeting, and to file said copy of record.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée mensuelle du 11 janvier 1915.

A 3.15 p.m., conformément à la Règle No 4, et le quorum étant constaté, le doyen des membres présents, savoir: M. l'échevin L. A. Lapointe, appelle de son siège l'assemblée à l'ordre et informe les membres présents qu'il leur incombe de choisir un président et,

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que M. l'échevin L. A. Lapointe soit prié d'agir comme Président de la présente assemblée du Conseil.

M. l'échevin L. A. Lapointe occupe alors le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne, et MM. Ainey et McDonald, Commissaires.

REQUETES.

1.—Du Club Ouvrier Municipal Papineau, demandant que certains salaires soient réduits.

2.—De la "Ushitza Young Men's Syck Benefit Association", demandant d'être constituée en corporation.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

3.—Du Surintendant des Privilèges et des Licences, re places d'amusements et nombre de personnes qui les fréquentent.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que cette communication soit renvoyée à la Commission de Législation.

4.—Contrats entre la Cité de Montréal (tel qu'adjugés par le Bureau des Commissaires) et

- (a) A. Jennings & Co., E. A. A. Barlatier, et Victor Lévesque (2), pour la fourniture d'automobiles;
- (b) Laporte & Frères, et L. Cohen & Son, pour la fourniture de charbon;
- (c) The Sicily Asphaltum Paving Co. (3), et la Bitu-Lewis Brothers Limited, Cassidy's Limited, Thomas Robertson & Co., Limited, Frothingham & Workman, Limited, et Caverhill Learmont Co., pour la fourniture de feronneries, etc.;
- (d) Canadian Municipal Supply Co., Lecky & Collis Limited, Canadian Allis-Chalmers Limited, F. H. Hopkins & Co., Mussens Limited, et Canadian Fairbanks-Morse Company, Limited, pour la fourniture de machines, etc.;
- (e) The Sicily Asphaltum Paving Co. (3), et The Bitu-lithic Paving Co., Limited, pour le pavage de certaines rues;
- (f) Laurin & Leitch (2), pour la construction du tunnel de l'avenue du Parc et pour la construction d'une conduite d'eau en acier;
- (g) Guion M. Gest, pour la construction de conduites souterraines (2);
- (h) Joseph Brunet, pour la pose de marches au Monument de Sir Georges-Etienne Cartier;
- (i) T. Lessard & Sons, Limited, pour l'installation d'un système de chauffage à eau chaude;
- (j) Douglass Milligan Company, pour l'érection d'une cheminée;

CITY COUNCIL

Report of monthly meeting held on the 11th January, 1915.

It being 3.15 o'clock p.m. in compliance with Rule No. 4 and there being a quorum, the senior member present, viz: Ald. L. A. Lapointe, called the meeting to order from his seat and informed the members present that it devolved upon them to chose a president and,

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That, owing to the absence of His Worship the Mayor and the Acting Mayor, Ald. L. A. Lapointe be requested to act as president of the present meeting of the Council.

Ald. L. A. Lapointe thereupon took the Chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne, and Messrs. Ainey, Côte, Hébert and McDonald, Commissioners.

PETITIONS.

1.—From "Club Ouvrier Municipal Papineau" asking that certain salaries be reduced.

2.—From Ushitza Young Men's Syck Benefit Association, to be incorporated.

Referred to the Board of Commissioners.

3.—From Superintendent of Privileges and Licenses, re amusement resorts and number of persons who frequent the same.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said communication be referred to the Legislation Commission.

4.—Contracts between the City of Montreal (as awarded by the Board of Commissioners) and

- (a) A. Jennings & Co., E. A. A. Barlatier, and Victor Lévesque (2) for the supply of automobiles;
- (b) Laporte & Frères and L. Cohen & Son, for the supply of coal;
- (c) Samuel Fisher, Thomas Davidson Manufacturing Co., Lewis Brothers Limited, Cassidy's Limited, Thomas Robertson & Co., Limited, Frothingham & Workman, Limited, and Caverhill Learmont Co., for the supply of hardware, etc.;
- (d) Canadian Municipal Supply Co., Lecky & Collis Limited, Canadian Allis-Chalmers Limited, F. H. Hopkins & Co., Mussens Limited, and Canadian Fairbanks-Morse Company Limited, for the supply of machinery, etc.;
- (e) The Sicily Asphaltum Paving Co. (3) and the Bitu-lithic Paving Co. Limited, for the paving of certain streets;
- (f) Laurin & Leitch (2), for the construction of the Park Avenue subway, and for the construction of a steel water pipe;
- (g) Guion M. Gest for the construction of underground conduits (2);
- (h) Joseph Brunet for the erection of steps at the Sir George-Etienne Cartier monument;
- (i) T. Lessard & Sons, Limited, for the installation of a steam heating system;
- (j) Douglass Milligan Company for the erection of a chimney;

- (k) Canadian Bitumastic Enamels Company, Limited, pour le nettoyage et le peinturage de l'intérieur d'une prise d'eau, pour les cas d'urgence;
- (l) Antoine Kelly, pour la construction d'un nouveau toit à la station des pompes du Bas-Niveau;
- (m) Frederick D. Lawrence, pour la fourniture de blocs de scorie;
- (n) Joseph Denis, pour la construction d'une maison à la station des pompes du Bas-Niveau;
- (o) Louis Masson, pour la construction de kiosques à l'Île Sainte-Hélène;
- (p) Théodule Lessard, pour la construction d'un escalier sur l'avenue Ontario;
- (q) Bitulithic Paving Co., amendant le contrat du 17 septembre 1914;
- (r) Wickes Boiler Co., Ltd., pour la fourniture de chaudières à vapeur;
- (s) E. Laurie Company, pour la fourniture et l'installation d'une pompe à vapeur;
- (t) Laurie Machinery Co., Limited, pour la fourniture et l'installation d'arbres de couche en acier;
- (u) The John McDougall Caledonian Iron Works Co., Limited, pour la fourniture de 254 pieds d'une conduite en acier de six pieds, etc.;
- (v) Stinson-Reeb Builders Supply Company, Limited, pour la fourniture de poussière inorganique ou chlorure de chaux;
- (w) Geo. W. Reed & Co., Ltd., pour la fourniture et la construction de trottoirs en mastic d'asphalte.

Déposés aux archives.

RAPPORTS.

5.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$125,000 pour l'enlèvement de la neige.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

6.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'acheter certaines propriétés pour l'ouverture de la rue Denonville.

Sur proposition de M. l'éch. DUBOIS, appuyée par M. l'éch. MENARD, il est

Résolu: Suivant le désir du Bureau des Commissaires de retirer ledit rapport, que ledit Bureau soit autorisé à le retirer.

Ledit rapport est en conséquence retiré et renvoyé au Bureau des Commissaires.

7.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler une réclamation du Séminaire de Saint-Sulpice pour un terrain, re aqueduc.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que le rapport présentement devant le Conseil soit soumis à une Commission Spéciale avec instructions d'étudier la question qui y est mentionnée et faire rapport au Conseil le plus tôt possible; cette Commission devant se composer de MM. les échevins Ménard, Rochon, Weldon, Bastien, Lavergne, Elie et Giroux; le quorum de ladite Commission devant être de trois membres.

8.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler une réclamation de Mlle E. H. Martin, du quartier Longue-Pointe.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. LARIVIERE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit renvoyé à la Commission Spéciale qui vient d'être nommée en rapport avec la réclamation du Séminaire de Saint-Sulpice.

9.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit additionnel de \$1,000, re achat d'une propriété de M. A. Gauthier, rue de Montigny-Est.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. ST-PIERRE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

(k) Canadian Bitumastic Enamels Company, Limited, re cleaning and painting inside of emergency intake pipe;

(l) Antoine Kelly for the construction of new roofing at the low level pumping station;

(m) Frederick D. Lawrence for the supply of scoria blocks;

(n) Joseph Denis for the construction of a building at the low level pumping station;

(o) Louis Masson for the construction of kiosks at St. Helen's Island;

(p) Théodule Lessard, for the construction of stair-case, Ontario avenue;

(q) Bitulithic Paving Co., amending contract under date of 17th September, 1914;

(r) Wickes Boiler Co., Ltd., for the supply of boilers;

(s) E. Laurie Company, for the supply and erection of pumping engine;

(t) Laurie Machinery Co., Limited, for the supply and installation of steel shafts;

(u) The John McDougall Caledonian Iron Works Co., Limited, for the supply of 254 feet of six foot steel pipe, etc.;

(v) Stinson-Reeb Builders Supply Company, Limited, for the supply of inorganic dust or carbonate of lime;

(w) Geo. W. Reed & Co., Ltd., for supplying and laying mastic asphalt sidewalks.

Filed of record.

REPORTS.

5.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$125,000 for snow cleaning.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

6.—From Board of Commissioners, to purchase certain properties for the opening of Denonville street.

On motion of Ald. DUBOIS, seconded by Ald. MENARD, it was

Resolved: That, in view of the demand of the Board of Commissioners to withdraw said report, said Board be authorized to withdraw the same.

Said report was accordingly withdrawn and referred to the Board of Commissioners.

7.—From Board of Commissioners, to settle a claim of the Seminary of St-Sulpice for land re aqueduct.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be referred to a Special Committee with instruction to consider the question at issue and to report to Council, as soon as possible; said Committee to be composed of Ald. Ménard, Rochon, Weldon, Bastien, Layergne, Elie and Giroux; the quorum of said Committee to be three (3) members.

8.—From Board of Commissioners, to settle a claim of Miss E. N. Martin, Longue Pointe Ward.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said report be referred to the Special Committee just appointed to consider and report upon the claim of the Seminary of St. Sulpice.

9.—From Board of Commissioners, for an additional appropriation of \$1,000 re purchase of property from Mr. A. Gauthier, de Montigny street East.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. ST-PIERRE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

10.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de payer \$125 à M. E. N. Hébert, Commissaire, re voyage à New-York.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. MACDONALD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

11.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter l'offre du Collège de Loyola, re élargissement de la rue Sherbrooke.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

12.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question, re Bain Dagenais-Turner.

13.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question, re appel des noms de rues par les conducteurs de tramways.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. WELDON, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et que copie en soit transmise aux échevins intéressés.

14.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question, re maison de jeux.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. BOYD, il est

Résolu: Que la Règle III soit suspendue et que ledit rapport soit reçu et que copie en soit transmise à M. l'échevin L. A. Lapointe.

15.—Du Bureau des Commissaires, re conduite principale sur la rue Therrien.

Sur proposition de M. l'éch. LETOURNEAU, appuyée par M. l'éch. BASTIEN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit rejeté et renvoyé au Bureau des Commissaires, vu que la "Montreal Water & Power Co." s'est rendue à une demande qui lui a été faite antérieurement au sujet de la conduite d'eau mentionnée dans ledit rapport.

16.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la "Dominion Glass Co.", de poser une conduite d'eau à travers la jetée St-Gabriel.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Elie.

17.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de procéder à certaine expropriation annuelle sur les rues St-Alexandre, des Jurés et Sainte-Catherine-Ouest.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

18.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de procéder à l'expropriation de partie du lot 1580 rue Sainte-Catherine-Ouest.

Sur proposition de M. l'éch. BOYD, appuyée par MM. les éch. WARD et RUBENSTEIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit rejeté.

19.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'établir un poste de cochers sur la rue Sherbrooke, à l'ouest de l'avenue Girouard.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Macdonald.

20.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'amender une résolution du Conseil, relativement à l'échelle des Salaires Raisonables.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. TURCOT, il est

Résolu: Que, vu que la question du paiement du salaire aux ouvriers de la Ville est du ressort du Bureau des Commissaires, le Conseil ne croit pas devoir se prononcer sur le rapport présentement soumis, mais s'en tient à l'opinion qu'il a exprimée à ce sujet le 30 décembre dernier, et que, pour ces raisons, ledit rapport soit rejeté.

21.—De la Commission de Législation, recommandant des amendements additionnels à la Charte.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. GIROUX, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

10.—From Board of Commissioners, to pay \$125 to Mr. E. N. Hébert, Commissioner, re trip to New York.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. MACDONALD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

11.—From Board of Commissioners, to accept offer of Loyola College re widening of Sherbrooke street.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

12.—From Board of Commissioners, replying to a question re Dagenais-Turner Bath.

13.—From Board of Commissioners, replying to a question re calling of streets by street railway conductors.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. WELDON, it was

Resolved: That said reports be received and that copies thereof be transmitted to the Aldermen interested.

14.—From Board of Commissioners, replying to a question re gambling houses.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That Rule III be suspended; that said report be received and that a copy thereof be transmitted to Ald. L. A. Lapointe.

15.—From Board of Commissioners re water main on Therrien street.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. BASTIEN, it was

Resolved: That said report be rejected and referred back to the Board of Commissioners as the Montreal Water & Power Co. has already complied with the demand previously made to lay said conduit.

16.—From Board of Commissioners, to allow the Dominion Glass Co. to lay a water main across St. Gabriel dyke.

Consideration deferred at the request of Ald. Elie.

17.—From Board of Commissioners, to proceed with certain annual expropriation on St. Alexander, Jurors and St. Catherine street West.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

18.—From Board of Commissioners, to proceed with the expropriation of part of lot 1580 St. Catherine street West.

On motion of Ald. BOYD, seconded by Ald. WARD and RUBENSTEIN, it was

Resolved: That said report be rejected.

19.—From Board of Commissioners, to establish a cabstand on Sherbrooke street, west of Girouard avenue.

Consideration deferred at the request of Ald. Macdonald.

20.—From Board of Commissioners, to amend resolution of Council re fair wage scale of salaries.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That, as the question of the payment of the laborers' salaries rests with the Board of Commissioners, the Council deems it inadvisable to pronounce itself upon the report now before the Council, and adheres to the opinion already expressed in this connection on the 30th of December last, and that, for these reasons, said report be rejected.

21.—From Legislation Committee, recommending certain additional amendments to the Charter.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. GIROUX, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

22.—De la Commission de Législation, à l'effet de nommer l'Honorable A. Racine et M. Napoléon Turcot pour prendre soin du projet de loi (bill) de la Ville.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. LORANGER, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

23.—De la Commission de Législation, recommandant d'ajouter certains amendements au bill de la Ville.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. MAYRAND, il est

Résolu: Que la Règle III soit suspendue et que ledit rapport soit reçu et adopté.

24.—De la Commission Spéciale, re tunnel sous le Canal Lachine.

Sur proposition de M. l'éch. O'CONNELL, appuyée par M. l'éch. ELIE, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission Spéciale soit reçu et adopté.

INTERPELLATIONS.

25.—Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires, avec prière d'y répondre pour la prochaine assemblée du Conseil, par (a) M. l'échevin Denis, re paiement des taxes par à-comptes; (b) M. l'échevin Ward, pour réponse aux questions qu'il a déjà posées, re fourniture d'asphalte et de blocs "shawmut"; (c) M. l'échevin Turcot, re carrière du quartier Laurier; (d) M. l'échevin Blumenthal, re propriétaires de maisons de désordres; (e) M. l'échevin Lavergne, pour la construction d'égouts dans certaine partie du quartier Rosemont; (f) M. l'échevin Lavergne, re protection des arbres dans le quartier Rosemont; (g) M. l'échevin Larivière, re carrière du quartier Longue-Pointe.

MOTIONS.

26.—M. l'éch. MENARD, appuyé par M. l'éch. BASTIEN, soumet une motion concernant le prolongement de certaines rues dans les quartiers Ahuntsic et Bordeaux, laquelle motion est renvoyée à la Commission de Législation pour examen et rapport.

27.—Sur proposition de M. l'éch. ST-PIERRE, appuyée par M. l'éch. LETOURNEAU, il est

Résolu: Que, en outre des membres du Conseil qui ont été nommés le 17 décembre 1914, pour composer la délégation chargée de représenter la Ville devant la Législature Provinciale, les noms de MM. les échevins Rochon, St-Pierre, Lavergne, Hushion, Therrien, Létourneau, O'Connell, Pauzé, Dubeau, Weldon, Vandelac et N. Lapointe, soient ajoutés à ceux des échevins déjà nommés, et que tout autre membre qui le désirera, soit autorisé à faire partie de cette délégation.

28.—Sur proposition de M. l'éch. HUSHION, appuyée par M. l'éch. LETOURNEAU, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié d'informer le Conseil s'il a été avisé par le Département en Loi quant aux moyens à prendre pour faire reconsidérer la décision de la Commission des Chemins de Fer accordant la demande de la Compagnie de Chemin de Fer du Grand-Tronc pour permission d'établir deux voies additionnelles à travers les rues Richmond, St-Martin et autres rues, tel que suggéré par le Conseil, le 22 septembre 1914, sur un rapport de la Commission Spéciale nommée à cet effet, et d'informer aussi le Conseil s'il se propose d'adopter des mesures dans ce sens.

29.—Sur proposition de M. l'éch. ST-PIERRE, appuyée par M. l'éch. DUBEAU, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié de voter les fonds nécessaires afin de commencer dès le printemps prochain, la construction d'une nouvelle serre au Parc La Fontaine et l'établissement d'un jardin botanique.

30.—Sur proposition de M. l'éch. ST-PIERRE, appuyée par M. l'éch. DUBEAU, il est

22.—From Legislation Committee, to appoint Hon. A. Racine and Mr. Napoléon Turcot to take charge of the City's bill.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. LORANGER, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

23.—From Legislation Committee, recommending that certain additional amendments be added to the City's bill.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. MAYRAND, it was

Resolved: That That Rule III of the Rules of Council be suspended and that said report be received and adopted.

24.—From Special Committee re tunnel under Lachine Canal.

On motion of Ald. O'CONNELL, seconded by Ald. ELIE, it was

Resolved: That said report of the Special Committee be received and adopted.

QUESTIONS.

25.—Certain questions were put to the Board of Commissioners with a request that they reply thereto for the next meeting of the Council by (a) Ald. Denis, re payment of taxes by instalments; (b) Ald. Ward, for a reply to questions already put re supply of asphalt and "shawmut" blocks; (c) Ald. Turcot, re quarry, Laurier Ward; (d) Ald. Blumenthal, re proprietors of disorderly houses; (e) Ald. Lavergne, for the construction of sewers in certain part of Rosemont Ward; (f) Ald. Lavergne, re protection of trees in Rosemont Ward; (g) Ald. Larivière, re quarry, Longue Pointe Ward.

MOTIONS.

26.—Ald. MENARD offered a motion, seconded by Ald. Bastien, concerning the extension of certain streets in Ahuntsic and Bordeaux Wards, which was referred to the Legislation Committee for examination and report.

27.—On motion of Ald. ST-PIERRE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That, in addition to the members of the Council appointed on the 17th December 1914 to form the delegation to represent the City before the Provincial Legislature, the names of Aldermen Rochon, St-Pierre, Lavergne, Hushion, Therrien, Létourneau, O'Connell, Pauzé, Dubeau, Weldon, Vandelac and N. Lapointe be added, and that any other member of the Council be authorized to form part of said delegation.

28.—On motion of Ald. HUSHION, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to inform the Council whether they have been advised by the Law Department as to the means to be taken in order to have the order of the Board of Railway Commissioners, granting the application of the G. T. R. Co. for leave to lay two additional tracks across Richmond, St. Martin and other streets, reconsidered as suggested by the Council on the 22nd September 1914, on a report from the Special Committee appointed for such purpose, and to also inform the Council whether they intend to take any measures to that end.

29.—On motion of Ald. ST-PIERRE, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to vote the necessary funds to begin next spring the construction of a new green house at La Fontaine Park and the establishment of a botanical garden.

30.—On motion of Ald. ST-PIERRE, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié d'étudier l'opportunité de construire au Parc La Fontaine un kiosque moderne devant contenir des chalets de nécessité, une estrade pour les fanfares ainsi qu'un espace réservé aux auditeurs et toutes autres améliorations jugées opportunes.

31.—Sur proposition de M. l'éch. HUSHION, appuyée par M. l'éch. WELDON, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité soit prié de demander à la Compagnie des Tramways de Montréal d'établir un arrêt de tramways sur les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine, à l'angle des rues Aqueduc et Canning.

AVIS DE MOTION.

32.—De M. l'échevin L. A. Lapointe, à l'effet de codifier les règlements concernant les charretiers et les voitures.

33.—De M. l'échevin Boyd, à l'effet d'annuler la résolution adoptée le 11 janvier pour procéder à certaines expropriations annuelles sur les rues Saint-Alexandre, des Jurés et Sainte-Catherine Ouest.

34.—De M. l'échevin Giroux, à l'effet de conserver le nom du quartier Longue-Pointe.

ORDRE DU JOUR.

35.—Etant lu le 1er item de l'ordre du jour, Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. TURCOT, il est

Ordonné que ledit item soit biffé.

36.—Etant lu le 4ème item de l'ordre du jour, Sur proposition de M. l'éch. MAYRAND appuyée, par M. l'éch. BOYD, il est

Ordonné que ledit item soit biffé.

37.—Etant lu le 9ème item de l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ème et 3ème lectures un règlement amendant le Règlement No 432, re taxes.

Ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'éch. BLUMENTHAL, appuyée par M. l'éch. MACDONALD, il est

Résolu: Que la Règle 84 soit suspendue et que ledit règlement soit maintenant lu une deuxième et une troisième fois.

Le Conseil procède alors à l'étude dudit règlement en deuxième lecture, et

Les sections 1 et 2 étant lues, elles sont agréées.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois et agréé.

Sur proposition de M. l'éch. BLUMENTHAL, appuyée par M. l'éch. MACDONALD, il est

Résolu: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Ledit règlement est en conséquence lu une troisième fois et agréé.

Sur proposition de M. l'éch. BLUMENTHAL, appuyée par M. l'éch. MACDONALD, il est

Résolu: Que ledit règlement soit numéroté, enregistré et copié au long, qu'il soit revêtu du sceau de la Cité, signé par le Maire et le Greffier de la Cité, et déposé sous la garde du Greffier de la Cité.

38.—Le 11ème item de l'ordre du jour étant lu pour adopter en 1ère, 2ème et 3ème lectures un règlement à l'effet d'accorder certaines indemnités à la famille de feu le constable Bourdon, ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'éch. O'CONNELL, appuyée par M. l'éch. DUBEAU, il est

Résolu: Que la Règle 84 soit suspendue et que ledit règlement soit maintenant lu une deuxième et une troisième fois.

Le Conseil procède alors à l'étude dudit règlement en deuxième lecture et,

Les sections 1, 2, 3 et 4 étant lues, elles sont agréées.

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to consider the advisability of constructing on La Fontaine Park a modern kiosk containing lavatories, a stand for musicians, as well as reserved space for the public, and all other improvements deemed necessary.

31.—On motion of Ald. HUSHION, seconded by Ald. WELDON, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to request the Montreal Tramways Co. to establish a car-stop on St. James and St. Antoine streets, corner of Aqueduct and Canning streets.

NOTICES OF MOTIONS.

32.—By Ald. L. A. Lapointe, to codify by-laws relating to carters and vehicles.

33.—By Ald. Boyd, to repeal resolution adopted on the 11th January to proceed with certain annual expropriations on St. Alexander, Jurors and St. Catherine street West.

34.—By Ald. GIROCX, to preserve the name of Longue Pointe Ward.

ORDER OF THE DAY.

35.—The first order of the day being read, On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. TURCOT, the same was

Ordered: To be struck.

36.—The fourth order of the day being read, On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. BOYD, the same was

Ordered: To be struck.

37.—The ninth order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend By-law No. 432 re taxes,

Said by-law was accordingly read a first time.

On motion of Ald. BLUMENTHAL, seconded by Ald. MACDONALD, it was

Resolved: That Rule 84 be suspended and that said by-law be now read a second and third time.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading and,

Sections 1 and 2 being read, the same were agreed to.

Said by-law was then read a second time and agreed to.

On motion of Ald. BLUMENTHAL, seconded by Ald. MACDONALD, it was

Resolved: That said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald. BLUMENTHAL, seconded by Ald. MACDONALD, it was

Resolved: That said by-law be numbered, entered and copied at full length, and that it be sealed with the seal of the City, signed by the Mayor and City Clerk and deposited with City Clerk for security.

38.—The 11th order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to grant certain indemnities to the family of late constable Bourdon, said by-law was accordingly read a first time.

On motion of Ald. O'CONNELL, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Resolved: That Rule 84 be suspended and that said by-law be now read a second and third time.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading and,

Sections 1, 2, 3 and 4 being read, the same were agreed to.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois et il est agréé.

Sur proposition de M. l'éch. O'CONNELL, appuyée par M. l'éch. DUBEAU, il est

Résolu: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Ledit règlement est en conséquence lu une troisième fois et agréé.

Sur proposition de M. l'éch. O'CONNELL, appuyée par M. l'éch. DUBEAU, il est

Résolu: Que ledit règlement soit numéroté, enregistré et copié au long, qu'il soit revêtu du sceau de la Cité, signé par le Maire et le Greffier de la Cité, et déposé sous la garde du Greffier de la Cité.

Sur proposition de MM. les chevins L. A. LAPOINTE et MENARD, appuyée par MM. les échevins LORANGER et BOYD, il est

Résolu: Que les membres du Conseil ont appris avec un profond regret le décès de l'Honorable M. Trefflé Berthiaume, membre du Conseil Législatif, et qu'ils désirent exprimer à la famille du défunt leurs plus sincères sympathies dans l'épreuve cruelle dont elle vient d'être frappée;

Que, en témoignage de respect, pour la mémoire du défunt, le Conseil s'ajourne.

Le Conseil s'ajourne en conséquence.

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

RENE BAUSET,
Sous-Greffier de la Cité.

Said by-law was then read a second time and agreed to.

On motion of Ald. O'CONNELL, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Resolved: That said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald. O'CONNELL, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Resolved: That said by-law be numbered, entered and copied at full length, and that it be sealed with the seal of the City, signed by the Mayor and City Clerk and deposited with City Clerk for security.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE and MENARD, seconded by Ald. LORANGER and BOYD, it was

Resolved: That the members of the Council have learned with deep regret of the demise of Hon. Trefflé Berthiaume, a member of the Legislative Council, and that they desire to express to the family of the deceased their sincere sympathy in their sad bereavement;

That, as a mark of respect for the memory of the deceased, the Council do now adjourn.

The Council adjourned accordingly.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst.-City Clerk.

It is noted that the work of the Commission is being carried out in accordance with the terms of reference assigned to it by the Government. The Commission has held several public hearings and has received many suggestions from the public. It is expected that the Commission will submit its report to the Government in the near future.

The Commission has also held several public hearings and has received many suggestions from the public. It is expected that the Commission will submit its report to the Government in the near future.

L. G. BROWN
 Director

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
 100, RUE D'OTTAWA

DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS
 100, RUELLE D'OTTAWA